



**Bulletin de Débat**

**N° 5 – 30 janvier 2015**

## **Assemblée constitutive d'Ensemble!**

### **30 ; 31 janvier et 1<sup>er</sup> février à Bobigny**

**Au sommaire :**

- Page 2 :** Sur le texte politique « un nouvel espoir ». *Laurent Levy*
- Page 3 :** Contribution. *Etienne Adam*
- Page 5 :** Non à la guerre de civilisation, non à l'union nationale ! *Antoine Boulangé*
- Page 10 :** S'organiser pour la lutte, tout simplement. Ensemble nous pouvons.  
*Francis Vergne*
- Page 14 :** « Etre aussi avec celles et ceux qu'on ne voit ni dans les luttes, ni dans les urnes ». *Laurent Sorel*
- Page 15 :** Note sur les questions internationales. *Roland Merieux, Francis Sitel*
- Page 20 :** Amendements *Ensemble ! 89*  
Contribution de *l'Aude*
- Page 21 :** Des questions embarrassantes et un débat salutaire. *Grégory Bekhtari*

## Sur le texte politique « Un nouvel espoir »

Laurent Levy

La discussion de l'AG parisienne d'Ensemble a fait apparaître le manque, parmi les documents soumis à la discussion de l'Assemblée constitutive d'un texte de caractère « stratégique », quelque part entre le texte politique intitulé « Un nouvel espoir » et le texte « refonder un projet d'émancipation », le premier, trop terre à terre et invitant à penser « le nez dans le guidon », le second utilement théorique, mais qui par son ambition même demeure encore trop éloigné des réflexions politiques et de l'élaboration des choix au jour le jour qui sont le quotidien d'une organisation politique.

Il me semble que cela révèle une limite du texte politique lui-même. Ma première réaction à sa lecture aura été de me dire que j'étais, en gros, d'accord avec tout ce qu'il disait. En fait, sans véritable désaccord avec son contenu, il me semble à la réflexion parfaitement insuffisant, et n'être pas à la mesure de son titre, « Un nouvel espoir ».

Le premier alinéa de la conclusion de ce texte dit pourtant des choses essentielles :

*« Cette démarche de construction d'une coalition autour de mesures d'urgence est une première étape. Elle ne dessine pas immédiatement la perspective d'un nouvel horizon d'émancipation. Elle doit s'articuler avec une visée à long terme, qu'il s'agit aujourd'hui de travailler, dans le cadre et la perspective d'une rupture avec le système capitaliste. Ensemble soutiendra et participera à cette démarche, et, partout où nous le pouvons, nous tenterons de montrer que ces exigences sociales, écologiques, démocratiques, dessinent doré et déjà une autre société, un « déjà là » émancipateur qui doit se développer, une autre façon de produire, de travailler, de décider, de vivre ensemble, de s'appropriier les richesses, de construire une démocratie vivante, indissociablement sociale et politique, de démontrer que « nous pouvons faire » à la place des décideurs actuels qui sont en réalité des prédateurs de la société et du « commun ». »*

Mais ces formules importantes, où l'on retrouve l'écho de certaines réflexions présentes dans le texte « Refonder un projet d'émancipation », arrivent ici d'une manière que rien dans ce qui précède ne laisse attendre. Bien qu'elles ouvrent la conclusion du texte, elles ne le concluent en rien, mais pointent au contraire ses manques. Le principal reproche que l'on puisse faire au texte dans son ensemble est en effet précisément de ne pas reposer sur cette orientation, de ne pas partir de là pour décliner le reste. On trouve bien dans le développement consacré au collectif 3A l'idée qu'il faut « lutter contre la séparation dépolitisante entre le social et politique ». Mais c'est précisément ce que le texte ne fait pas. Il est au contraire de bout en bout – mis à part ces deux passages qui montrent qu'il aurait été possible de faire autrement – traversé par cette « séparation dépolitisante » dont la critique constitue un élément essentiel de notre démarche politique.

C'est ainsi que ce texte évoque : « un des enjeux essentiels de la prochaine période : consolider une alternative politique qui dessine une autre voie que la politique de François Hollande. » Or, détacher ainsi la question de « l'alternative politique » de celle de « l'alternative » tout court, évoquer une « autre voie que la politique de François Hollande », comme si il s'agissait juste de la politique d'un homme, d'un parti ou d'un gouvernement, tend à cantonner notre analyse dans ce que nous devrions combattre : l'isolation d'une « sphère politique » déconnectée du mouvement social lui-même, comme si nous construisions une stratégie politique sur la seule hypothèse d'un changement dans la nature des politiques publiques. Comme si, en somme, la question – dont il ne s'agit pas de sous-estimer l'importance – de la politique gouvernementale était l'alpha et l'oméga de la politique, réduisant les luttes sociales et les pratiques nouvelles en simples appoints ou instruments nécessaires pour construire une majorité électorale.

Or, si nous devons orienter nos efforts vers la construction d'une alternative majoritaire, nous savons bien, et nous avons souvent dit que cela ne se réduit pas à la construction d'une alternance électorale, qui aurait pour seule supériorité de porter au pouvoir un gouvernement réellement désireux de changer les choses. Nous avons toutes et tous suffisamment critiqué cette conception de la politique pour pouvoir nous engager dans une autre voie lorsque nous parlons de construire « un nouvel espoir ». La question politique ne saurait être enfermée dans celle du meilleur programme de gouvernement.

En définitive, lorsque le texte précise : « La lutte pour construire l'émergence d'une nouvelle majorité et d'un nouveau gouvernement, est une dimension régulière que notre mouvement, Ensemble, doit porter », il dit une chose juste, mais semble oublier la précision explicite « une dimension », autrement dit une dimension parmi d'autres, sur lesquelles il est fait silence tout au long du texte, jusqu'au premier alinéa précité de la conclusion.

À cet égard, la contribution de plusieurs camarades, sous le titre « Construire l'hégémonie » soulève utilement un certain nombre de questions qui ne devraient pas être négligées au prétexte que l'on estimerait que telle ou telle formule de cette contribution serait intempesive, ou que telle ou telle analyse serait discutable. Je me borne ici aux réflexions qu'elle propose sur le texte politique lui-même, sans préjudice des autres points sur lesquels elle appelle à de nécessaires débats. Ces camarades écrivent ainsi :

*« Le principal reproche que l'on peut adresser au projet d'orientation actuel (« Un nouvel espoir ») est sa délimitation des tâches immédiates ou à moyen terme : telles qu'elles sont ici définies, elles apparaissent à la fois comme étriquées en comparaison des longs développements sur nos futurs partenaires politiques (EELV, « frondeurs », Nouvelle donne) ou sur les échéances électorales ; par ailleurs, ces remarques ont une focale presque exclusivement axée sur la lutte contre l'austérité (hormis le point salutaire sur les Grands projets inutiles) et les collectifs existants sur cette question (collectifs AAA) [...] Précisons notre pensée : il nous semble en effet légitime de poser la question du pouvoir et des alliances politiques majoritaires dans nos textes d'orientation. [...] On ne peut se contenter de donner un récit sur ce que ferait un « vrai gouvernement de gauche », même si une telle démarche est évocatrice pour d'éventuels partenaires. Il faut que ce programme soit aussi, au moins en partie, à même d'être porté par des luttes et des résistances, au travers desquelles les décantations sociales et politiques feront émerger une nouvelle majorité au sein du mouvement. », et de préciser à juste titre : « À l'heure actuelle, le projet de recomposition politique porté par le texte « Un nouvel espoir » prend, de façon regrettable, des aspects de négociation politique traditionnelle – l'économie générale du texte laissant une part minime aux enjeux stratégiques des mouvements à construire dans les luttes ».*

De même cette contribution insiste-t-elle à juste titre, entre autres choses, sur les dangers d'une approche institutionnelle, qui nous conduit à confondre la nécessité de mettre fin à la Ve République avec la mise en avant du mot d'ordre de VIe République.

À ce stade de préparation de notre Assemblée constitutive, une refonte d'ensemble du texte « Un nouvel espoir » n'est sans doute pas envisageable. Mais les limites de ce texte, qui confortent l'absence d'une réflexion stratégique partagée, de nature à fonder au jour le jour les choix politiques de l'organisation autrement que par intuition politique et navigation à vue, mettent en lumière la nécessité de nous y atteler sans tarder.

### **Contribution. Etienne Adam**

Je regrette que le texte émancipation n'ai pas une plus grande place dans nos travaux avec la nécessité d'intégrer du futur, du projet dans l'action quotidienne .

Je voudrai prendre un exemple qui soulève à la fois beaucoup d'aspirations au changement radical et beaucoup d'impuissance : la question de la lutte contre le management libéral et ses effets sur les personnes par la(es) souffrance(s) au travail. Voilà bien un des cas où l'individualisation (autonomie souhaitée des intéressé(e)s mais remodelé à la sauce libérale) se transforme en négation de l'individu (de ses qualifications, de son métier mais aussi des dimensions très personnelles qu'on lui demande d'investir dans le travail). Voilà un sujet qui intéresse une grande majorité de salarié(e)s quelque soit leur statut et leur catégorie d'emploi et voilà un endroit où il ne se passe rien, ou pas grand chose, du point de vue de la contestation du capitalisme. Les difficultés du mouvement syndical a prendre en charge cet aspect pourtant central de la relation de travail est largement l'effet d'un verrouillage idéologique. Dans la vision du monde imposée par le néolibéralisme le salarié est transformé en une espèce d'entreprise individuelle où le salarié est responsable de son état et ses difficultés ramenées à des performances individuelles ( ou a ses « problèmes personnels »). Le rapport de subordination lié au droit de propriété des détenteurs du capital est totalement éludé et le contrat transformé en une sorte de contrat commercial : la loi Macron en prend acte et avalise une rupture idéologique avec ce qui fonde le code du travail (Voir <https://www.ensemble-fdg.org/content/loi-macron-un-train-peut-en-cacher-un-autre>) Sans conscience de ce rapport de classe, et de la nécessité de la dépasser quelle marge pour des revendications même les plus immédiates ?

C'est seulement en offrant des perspectives sur l'appropriation collective ( mais aussi sur toute la dimension de l'utilité sociale et de la valeur d'usage, de travail « bien fait » sur des critères autres que l'évaluation )que l'on peut créer une bouffée d'air, une rupture dans la pensée unique, transformer la vision de ces problèmes comme pouvant faire l'objet de débats, de choix, de luttes et de délibération démocratiques

. A partir de là peuvent se poser des revendications immédiates, des exigences de RTT avec emplois qui suppose action collective sur l'organisation du travail .  
Ne pas s'enfermer dans leur présent

Dans un texte Pierre Zarka dit : « la bourgeoisie a repris l'offensive après 68 en prenant le monopole de la promotion du futur ». Ce qui pourrait se comprendre comme la bourgeoisie assoit sa domination par un projet de société qui ouvre l'avenir. C'est aussi se qui pourrait se déduire de tout le discours néolibéral sur la modernité contre le passéisme des défenseurs des acquis sociaux (acquis étant bien sûr connoté avec conservatisme). Certes la bourgeoisie travaille à une refonte de la société qui va au-delà du maintien de l'existant. La normalisation de la précarité, la mise en cause de tout ce qui favorise un sentiment de commun et de solidarité, l'instabilité permanente avec la guerre sociale du tous contre tous et extérieure.

Mais derrière ce modernisme affiché ce « retour vers le passé » déguisé en « retour vers le futur » les appareils idéologiques de la bourgeoisie (ceux qui construisent l'hégémonie) « nous enferment » dans le présent. Ce présent c'est l'ordre des choses tel qu'il est aujourd'hui et tel qu'il ne peut et ne pourra pas bouger. Leur futur, si tant est qu'il y en ai un, n'est qu'un futur immédiat (dans un mois , un trimestre ou l'année prochaine la courbe va s'inverser!) ou un futur simple projection du présent (le futur construit à partir des prévisions statistiques de la situation aujourd'hui pour reculer l'âge de la retraite). Ce « présentisme » enferme toute la société dans un « no future » démoralisateur qui supprime l'idée même de changement et une conception du passé réduit à un « résidu » qu'il faut oublier pour aller de l'avant ( une société sans histoire, la fin de l'histoire).

Les contraintes de l'immédiat, de ce présent intériorisé comme absolu, nous poussent à la réactivité rapide vis à vis des décisions, discours ....de nos adversaires : c'est pour cela que nous « courrons après » en oubliant presque qu'il faut du temps pour la démocratie.

Il nous faut apprendre, et ce n'est pas simple, à sortir au maximum de cette temporalité et en construire une autre pour « prendre l'initiative d'objectifs pour les faire devenir autant de sujets d'actualité. » . Dans cette optique, les « chantiers d'espoir » peuvent, et doivent, être un moyen d'imposer d'autres objets de débat politique ( la campagne présidentielle a montré que ce déplacement du débat public est possible : où est passé la priorité sécuritaire que tous les médias attendaient?)

Ce « présentisme » pèse aussi sur nos rapports avec les mouvements sociaux . En séparant les revendications immédiates du projet de société (ce que le « réalisme » nous pousse à faire) nous contribuons à créer et à maintenir 2 temporalités différentes, source de divisions et de décalages. De plus beaucoup de mouvements s'enferment eux mêmes dans « l'ici et maintenant » sans passé et sans futur (qui sont les domaines des « idéologies » conçues comme discours opposés au faire). Comment ouvrir le débat dans et avec les mouvements sociaux sur la dialectique temps long-temps court, dépasser cette dissociation radicale qui, en divisant le social et le politique, obère les possibilités de construction d'une alternative commune ? Il est possible, je crois, d'avancer là-dessus comme nous le montre le mouvement « alter » et non plus « anti » mondialiste, de rétablir un lien entre l'urgence sociale et écologique et le projet.

Faire du neuf sans oublier personne

Oui il nous faut prendre en compte un « changement anthropologique qui travaille la société par en dessous ». Non pas seulement pour s'y adapter au sens d'être « dans le vent » mais parce que l'aspiration à l'individuation ( identité individuelle dans une identité collective) et à la démocratie sont constitutifs du changement de société que nous souhaitons et qu'il faut le faire savoir.

Il faut aussi s'appuyer sur le « déjà-là, du non-capitalisme en actes ». Non pas pour le fédérer - ce qui serait présomptueux et avantgardiste - mais pour contribuer à la rendre visible et en particulier dans d'autres secteurs où il n'est pas vu : il faut en faire un bien collectif le plus largement commun possible. C'est là une orientation stratégique fondamentale qui nous distingue sans doute au sein du FDG et dans le champ politique.

Soumettre au débat public partout où nous le pouvons, le texte sur l'émancipation, le faire co-élaborer le plus largement possible et d'abord là où ça bouge n'est pas donner un supplément d'âme identitaire à Ensemble mais participe d'un travail concret de reconstruction d'un imaginaire collectif,

Il faut revisiter rediscuter la notion même de gauche. Le mouvement ouvrier a, en France, par rapport à la gauche, une histoire assez particulière qu'il serait utile de réexaminer : bien avant la période récente le concept de gauche a été source de bien des ambiguïtés stratégiques. Quand nous parlons de Parti socialiste, nous ne désignons pas tous la même chose. Pour ma part je pense que le terme de social démocratie s'est rarement appliqué à la SFIO puis au PS... Ce retour vers le PS, ce retour sur la notion même de gauche en France serait salutaire pour nous sortir d'une relation « passionnelle, familiale ou fusionnelle » avec le PS

qui fait que même celles et ceux qui n'avaient d'illusions sur Hollande sont quand même déçus. Crier à la trahison du PS c'est concourir à une confusion politique, nous ne sommes pas la gauche.

La volonté juste de saisir du neuf ne doit pas nous faire oublier qu'une société n'est pas homogène, qu'elle connaît des rythmes différents selon ses diverses composantes, et il ne faut en négliger aucune.

Je pense par exemple que ni Ensemble !, ni le FDG ne prennent en compte la situation des chômeurs dans leur diversité, nous persistons trop à les penser comme « privés d'emploi » comme si leur seule identité se résumait à n'être que le négatif des salariés ordinaires, Il y a là je crois un recul par rapport aux années des grands mouvements de chômeurs et précaires. La fluidité de leur situation les rend peu visible dans l'espace public (ou alors seulement comme chiffre qui nie la réalité de leur situation). Dans nos rangs nous sous estimons les conséquences d'un éclatement du salariat qui fait que le chômeur, le chômeur de longue durée, le RSAste ne sont pas des salariés comme les autres mais sont inscrits dans une autre réalité : le chômage de longue durée et celui des + de 50 ans de plus en plus fréquent posent le problème de l'organisation du travail qui sort prématurément les personnes usées ou obsolètes. La précarisation des embauches, qui gagne aussi les CDI, remet en cause la capacité « intégratrice » des entreprises et du travail et les collectifs de travail eux mêmes avec les effets ravageurs d'un management par la concurrence qui est ainsi permis. Face à ce que pourrait nous apprendre le chômage, les associations et syndicats de chômeurs se sont considérablement affaiblis, à l'exception peut être des intermittents : si nous pensons que la lutte contre l'abstentionnisme et le FN est essentielle il faut se donner comme priorité de voir avec ces structures comment agir avec et pour les chômeurs et précaires, Ce devrait être une priorité pour Ensemble et sans doute faire l'objet d'une commission spécifique.

Gérer nos contradictions

Au sein même de notre camp il existe encore des acteurs(trices) possibles du changement qui croient encore à la gauche, au mouvement ouvrier, à ses organisations « anciennes » etc... Parmi les 4 millions d'électeurs(trices) de Mélenchon combien sont encore dans cet ancien là. Qu'en faisons nous ? Dans son intervention à l'AG du 6 septembre Samy Joshua évoquait l'effet de ciseaux pour décrire les contradictions entre la base sociale nouvelle porteuse de radicalité et l'ancienne et il se posait le problème : comment éviter la rupture, éviter que les branches de notre ciseau s'écartent définitivement. C'est une donnée stratégique fondamentale et notre responsabilité est de ne pas laisser les un(e)s et les autres se diviser pour être battus les un(e)s après les autres.

Pour ma part je pense que nous n'en sommes pas à ce niveau de contradiction antagoniste mais qu'il existe plutôt différents types et niveaux de décrochages par rapport à la politique qui devraient nous inciter à les analyser mieux pour agir dessus comme je l'ai déjà dit. Comment contribuer (soyons modestes) à renouer le contact entre ces composantes diverses et nécessaires au mouvement populaire ?

Ceci suppose notre capacité à assumer la gestion de la diversité, de dire qu'elle est un plus mais en même temps de dire que du commun est possible, et que même limité il est indispensable. La forme « Front » même avec ses tensions internes est une piste à creuser: ces tensions ne sont pas un dysfonctionnement, un simple résidu de mauvaises habitudes partidaires (et elles existent!) mais l'ébauche à peine ébauchée d'une nouvelle forme d'outil politique.

Ceci implique que nous acceptions - et que nous assumions publiquement - la forme inachevée, transitoire de ce que nous sommes et c'est valable pour le Front de gauche comme pour Ensemble !

Ceci suppose une véritable révolution culturelle dans nos façons de peser l'organisation politique qui n'a plus réponse à tout, quelque chose à dire sur tout et qui laisse parler et respecte l'identité et les identités de ses diverses composantes et personnes... et des autres.

## **Non à la guerre de civilisation, non à l'union nationale !**

*Antoine Boulangé (Vitry sur Seine) - 19 janvier 2015*

La guerre de « civilisation » impérialiste

Les attentats de Paris du 7 au 9 janvier ne sont pas une surprise, ils ne sont pas le résultat de la folie de quelques « fous de dieu » pas plus qu'ils n'auraient été le produit d'un manque de respect de la laïcité et d'« éducation civique républicaine » à l'école... Au delà de l'émotion et du sentiment d'horreur légitime, il est indispensable de comprendre les causes de ces morts inutiles, afin de réellement construire un monde de paix.

Ils sont le résultat de la politique impérialiste des grandes puissances depuis 15 ans. Le 11 septembre à New York, en mars 2004 à Madrid, en juillet 2005 à Londres, aujourd'hui à Paris et en Belgique : cette violence meurtrière est l'effet boomerang de la « guerre de civilisation » menée au moyen orient par l'OTAN, à laquelle la France participe depuis 2001 aux côtés des USA, de la Grande Bretagne, de l'Espagne, Israël... Chaque jour au Yemen, en Syrie, en Irak, au Mali, en Lybie, au Pakistan, à Gaza... des avions, des drones déversent des bombes. Au moins 500 000 morts Irakiens depuis 2003 et près de 5 000 GI's morts pour rien ! Des dizaines de milliers de morts en Afghanistan depuis 2001. Plus de 100 000 morts en Syrie depuis 2011 selon l'ONU. Plusieurs dizaines de milliers de morts au Yemen où les drones états-uniens interviennent quotidiennement. 1500 morts à Gaza cet été, dont 400 enfants... La liste est interminable. Cette guerre menée au nom de la lutte contre « la barbarie terroriste » n'a fait que créer davantage de barbarie.

Les raisons de ces guerres ne sont pas religieuses (même si les justifications et l'idéologie peuvent l'être, comme cela souvent été le cas dans l'histoire) mais relèvent de la géopolitique, de la compétition économique et des confrontations entre grandes puissances impérialistes, dans un monde recomposé et instable après 45 ans de guerre froide. Toute guerre a besoin de justification idéologique, qui permet de convaincre de larges masses (en réalité la classe ouvrière) de la légitimité de la guerre, de son bien fondé « démocratique ». En 2001, les USA lancèrent « la guerre de civilisation », « l'occident démocratique face à la barbarie des pays musulmans ». Le « musulman » devint le nouveau visage de la menace, extérieure comme intérieure (la fameuse 5e colonne), remplaçant la menace communiste qui avait tant servi aux USA pour imposer leur hégémonie après la deuxième guerre mondiale. Depuis 15 ans, l'islamophobie est devenu en enjeu majeur, qui n'a cessé d'être une « pomme de discorde » au sein de la gauche et du mouvement ouvrier. Il est à noter que cela ne signifie pas une forme exclusive de racisme, de discrimination. Cela se combina et s'ajouta au racisme existant, anti arabe, antinoir, antisémite, anti roms... En France, on vit en 2005, lors des émeutes de la jeunesse de banlieues, face au racisme, la misère, les violences policières, que Sarkozy n'hésitait pas à réactiver l'état d'urgence, utilisant volontairement une loi de la guerre d'Algérie, soutenu à l'époque déjà par presque toute la gauche.

Bush, qui n'hésitait pas à recourir à la religion judéo-chrétienne, utilisa l'émotion légitime et l'horreur des américains après le 11 septembre (3000 morts civils) pour ressouder la nation américaine derrière son drapeau et son armée. Une forme de chantage fut fait à la gauche, aux démocrates. Toute critique de la politique de Bush revenait à être un soutien des terroristes : « si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous, avec les terroristes », contre nos valeurs, contre la démocratie déclara Bush, défenseur bien connu de la démocratie et la justice ! Avec des mots différents, on retrouve aujourd'hui la même injonction dans les propos de la ministre de l'éducation nationale : « si on n'est pas Charlie, on est avec les terroristes ! » et de proposer un fichage des élèves « qui se posent des questions » ! Tout cela, aujourd'hui comme en 2001, au nom de la défense de la liberté.

Si les attentats de Paris s'inscrivent dans la continuité du 11 septembre, il faut noter que la situation est pire. Malgré sa puissance, le mouvement international antiguerre de 2001-2003 n' pas pu empêcher la guerre en Afghanistan, en Irak... Depuis, les morts se comptent par centaines de milliers dans tout le moyen -orient. Cela n'a pas que nourrir davantage de désespoir et de colère de la part des populations victimes. L'espoir de 2011 avec les révolutions arabes, qui redonnait un espoir à la lutte collective, de masse est entré dans une phase descendante : contre révolution en Egypte et retour de la dictature militaire, victoire d'un ex du système Bourgiba et RCD en Tunisie... La situation en Syrie témoigne du cynisme et de la responsabilité des pays occidentaux dans la descente aux enfers du mouvement démocratique. Les occidentaux ont clairement laisser Bachar El Assad massacrer un peuple. Comment s'étonner ensuite de la barbarie généralisée. L'Etat Islamique est le produit du désastre crée par les américains en Irak. 10 ans de guerre pour rien. L'émergence de l'Etat Islamique est comparable au développement des Khmers rouges au Cambodge, qui est le résultat de la politique de destruction massive de toute la société vietnamienne. L'EI est également le résultat des humiliations, du désespoir, de la destruction des structures économiques et sociales provoqué par 10 ans de guerre en Irak et au moyen orient.

Comme le disait Daniel Bensaïd après le 11 septembre, on ne peut pas mettre au même niveau le terrorisme islamiste et la responsabilité des dirigeants des grandes puissance, c'est une « fausse symétrie entre deux dangers ». L'Etat français et ses alliés comme les USA et l'Angleterre ont un pouvoir destructeur incomparablement plus puissant que les islamistes, aussi détestables que soient ces derniers.

Il est donc indispensable d'identifier les véritables responsables de toute cette horreur : c'est bien toute la rangée de « saineurs de guerre » qui a défilé à Paris aux côtés de Hollande, Valls, Merkel, Netanyaou, le secrétaire général de l'OTAN. Cela témoigne du cynisme et de l'hypocrisie de ceux qui nous dirigent. A chaque fois qu'un attentat horrible à lieu en Occident, ils se saisissent de l'occasion pour accélérer la mise en

place de leur politique sécuritaire, raciste et guerrière. Tout cela se combine avec la poursuite de la politique austéritaire. Concrètement, cela signifiera moins de profs, d'infirmières, d'agents territoriaux et plus de flics et de militaires... Tout le monde sait ce que vont faire Hollande, Merkel, Cameron, Renzi.

Un conflit « de civilisation » intérieur

Comme on pouvait s'en douter, Hollande et Valls n'ont pas fait le choix de répondre aux attentats par davantage de « tolérance », comme le disait si justement le maire démocrate norvégien après la tuerie du fasciste Brevik « Nous allons punir le coupable. La punition, ce sera plus de générosité, plus de tolérance, plus de démocratie. »

Le gouvernement va utiliser la légitimité acquise avec la grande marche du 11 janvier pour mettre en œuvre une politique sécuritaire, liberticide, qui va aggraver l'islamophobie, tout cela au nom « de la lutte pour la liberté d'expression et la démocratie ». On nous annonce déjà qu'il va falloir accepter des restrictions des libertés, pour défendre la liberté... On nous explique que l'immigration est un problème, qu'il va falloir augmenter les contrôles aux frontières, alors que les trois terroristes étaient nés en France, de nationalité française.

Depuis 15 ans, la « guerre de civilisation » se mène sur deux fronts. La situation des musulmans, des immigrés, des roms, des noirs, des arabes est de plus en plus difficile. En 2004-2005, la droite célébrait dans les programmes de l'école « le rôle positif de la colonisation ». Loi anti-foulard à l'école en 2004, loi anti burka... depuis des années on alimente l'idée qu'il y a un problème musulman en France. Bien souvent, la laïcité a été utilisée comme prétexte pour stigmatiser davantage les musulmans. Le Front National a su intelligemment profiter de la situation, se prétendant défenseur de l'égalité homme/femme et de la laïcité pour en fait propager le pire racisme.

La construction de boucs-émissaires (par la droite comme par la gauche) permet de diviser les salariés, les travailleurs, de toute origine ou religion. Depuis 15 ans, la situation de la majorité de la population se dégrade, inégalités grandissante, chômage de masse, banlieues ghettos... Mais il est bien plus facile de détourner la colère vers les voisins « différents », qui ne veulent pas accepter « notre » culture, « nos » valeurs... Dans tous les milieux (jeunes, ouvriers industriels, agriculteurs...), on assiste à une montée du racisme et du vote FN. Cela évite de désigner les véritables responsables de cette situation, les capitalistes.

Depuis des années, on assiste à une fragmentation de la classe ouvrière, et des recompositions mais qui se traduisent par un affaiblissement des cadres de socialisation large du mouvement ouvrier. Les divisions religieuses, de couleurs, d'origine sont régulièrement entretenues, avec une surenchère perpétuelle de lois sur l'immigration, la construction de l'Europe forteresse. N'oublions pas que 2000 personnes meurent depuis 20 ans chaque année en essayant de traverser la Méditerranée vers l'Europe, et pas une minute de silence... N'oublions pas par exemple ce qu'il s'est passé en juillet 2014 lors de l'offensive israélienne contre Gaza. Le gouvernement PS (aujourd'hui défenseur hypocrite de la liberté d'expression) a interdit les manifestations parisiennes de solidarité avec Gaza ! Plus récemment, ce même gouvernement a interdit les manifestations à Toulouse après l'assassinat par la police de Remi Fraisse... La répression des mouvements sociaux était déjà systématique et bien plus dure contre les mouvements sociaux avant même le 7 janvier.

C'est dans ce contexte déjà délétère et explosif, qui vise à substituer les divisions de race aux divisions de classe, qu'ont éclaté les attentats. On sait donc déjà que le gouvernement ne va pas hésiter à mettre en œuvre un nouvel arsenal sécuritaire. Même si Valls se dit « solidaire » de musulmans, ses mesures ne vont que renforcer la stigmatisation. En une semaine après les attentats, le ministère de l'intérieur recensait autant d'actes islamophobes en une semaine qu'en 6 mois l'année dernière. Les prises de position de Najat Vallaud Belkacem témoignent d'une forme de basculement sécuritaire. Marine Le Pen demande le rétablissement de la peine de mort... C'est digne du roman de Georges Orwell 1984 : « la guerre c'est la paix » !

Le PS, qui était à la dérive totale, soutenant un gouvernement complètement discrédité, a bien évidemment saisi l'occasion pour réunir le plus largement à gauche comme à droite sa politique. Cambadélis a même dit à propos de la participation de Marine Le Pen « que personne était exclu ». Hollande a reçu Marine Le Pen à l'Élysée, légitimant le FN comme parti « démocratique », « défendant la liberté d'expression ». Le Pen père n'a pas hésité à jouer le cynisme et la surenchère raciste. Ces derniers jours, Hollande et Valls ont su utiliser les symboles « républicains » pour construire une unité nationale inédite en France. Qui aurait imaginé la marche du 11 janvier une semaine avant. Qui aurait imaginé Melenchon et Laurent, dans le même « carré de tête » officiel (en fait le 3e, le premier étant les familles de Charlie, puis les chefs d'état) que Cambadélis, Estrosi, Guéant..., quelques centaines de mètres derrière tous les dirigeants de l'ordre mondial impérialiste ? Appelée par la gauche (y compris le Front de gauche) comme par la droite, cette marche a rassemblé une masse de gens inédite, mais il est évident que beaucoup de participants ne

mettaient pas le même sens derrière les mêmes mots. Pour une partie non négligeable, il s'agit bien d'un conflit de civilisation, que les musulmans posent un problème en France.

On voit également les limites et les ambiguïtés du slogan « je suis Charlie ». Et ceux qui doutent, qui ne s'y retrouvent pas, qui pensent que certaines prises de position de Charlie ont contribué à alimenter l'islamophobie... Une partie de la jeunesse, dans les quartiers, des musulmans, des militants de gauche ne se retrouvent pas dans cet unanimité. Cela signifie t'il qu'il soutiennent le terrorisme ? On ne peut l'ignorer, au risque d'agrandir encore les divisions.

Les attentats et le 11 janvier ont créé une situation politique nouvelle, mais qui en même temps prend ses racines dans des conflits accumulés depuis des années, dans le cadre d'un « désordre mondial » grandissant depuis le 11 septembre 2001.

Contre l'unité nationale

La manifestation du 11 janvier sert à nos dirigeants à construire une véritable « unité nationale » qui vise à souder, au delà des classes, un soit disant camp « démocrate ». L'indignation légitime face aux attentats, la soif de fraternité et de justice sont les raisons pour lesquelles des millions de personnes manifesteront dimanche. Beaucoup de manifestants portaient des valeurs de solidarité, de justice et refusent les amalgames islamophobes. Personne nie cet aspect mais il faut également constater que cela cohabitait avec des idées et des forces beaucoup plus réactionnaire. Cette manifestation, c'était aussi des dizaines de milliers de personnes chantant la Marseillaise, des milliers de drapeaux bleu-blanc-rouge.

Le PCF et le PG ont signé l'appel unitaire PS-UMP avec comme seul mot d'ordre « Liberté d'expression – défense de la République ». C'est bien une forme inédite d'union nationale, qui vise à mettre de côté les divisions de partis, de classe, afin d'entretenir le mythe d'une « unité de la nation française », face « à la barbarie terroriste qui nous menace ».

Le discours du PG est très ambigu et présente le mouvement comme s'il était unanimement progressiste : « UN PEUPLE EN MOUVEMENT POUR DÉFENDRE L'IDÉAL RÉPUBLICAIN Dimanche 11 janvier, en prenant la rue, nous avons transformé notre profonde tristesse et notre colère en un acte « politique » collectif. Nous étions plus de 4 millions à clamer « Nous sommes Charlie ! », « Nous n'avons pas peur, nous ne nous tairons pas, nous ne nous diviserons pas ! ». Cet élan du peuple a exprimé sa volonté de plus de démocratie contre la barbarie, plus de Laïcité contre les obscurantistes, plus de Fraternité et d'Égalité contre la haine et tous les racismes, tous les intégrismes et les fascismes. Il faut donc une nouvelle République. CONTINUONS LE MOUVEMENT ! Nous avons ensemble une responsabilité collective énorme. Celle de poursuivre cet élan y compris avec toutes celles et ceux qui n'ont pas marché. Demain sera ce que nous en ferons. Refusons les tentatives sécuritaires et les velléités guerrières. Nous sommes le peuple et nous tenons à exercer pleinement notre souveraineté. »

A propos de son livre publié à la rentrée 2014 "L'ère du peuple", plusieurs camarades avaient déjà pointé les faiblesses et dangers de la vision « du peuple » de Mélenchon, de sa théorisation de la fin du positionnement gauche /droite (mythifiant Podemos...). Il se pourrait qu'il y ait des mouvements populaires, mais sur des bases bien plus nationalistes et racistes que ne l'imaginait Mélenchon. Je ne suis pas sûr que ses arguments actuels, sur une laïcité de combat contre l'islamisme, soit de nature à contre balancer la vision dominante du clash des civilisations. Le terrorisme islamisme ne dépendant pas vraiment du concordat de l'Alsace Moselle, touchant des pays européens ayant des visions différentes de la laïcité (Espagne, Royaume Uni, Belgique, France) qui part contre ont en commun de participer aux guerres de l'OTAN.

Le PCF caractérise également le mouvement comme complètement progressiste, le définissant comme une « union populaire et républicaine ». Mardi 13 janvier, les députés PCF ont tous chanté la Marseillaise, rendant hommage à la France, la police, Hollande et Valls ! Il est évident que les députés et élus PCF voteront (pour la plupart) les mesures d'exception, de restrictions des libertés, d'augmentation des budgets pour les services militaires et policiers antiterroristes, une intervention « antidjihadiste » dans le Sud Lybien... Déjà, en septembre dernier, la totalité des députés du groupe Front de gauche avaient voté les nouvelles lois anti-djihadistes et le contrôle croissant d'internet par les services policiers. On voit bien d'ailleurs depuis quelques jours les dérives complète des lois antiterroristes pour mettre en prison des gens qui ont écrit un tweet, aussi débile soit-il.

Ensemble a été très divisé et pour l'extérieur, nos positions sont apparues pour le moins confuses. Nos débats traversent également l'ensemble des organisations de la gauche de gauche, associations, syndicats. Fallait-il participer à la manif ? Pierre François Grond compare la nécessité d'aller à la manif à l'affaire Dreyfus et la résistance contre le nazisme. La manifestation du 11 janvier était incontestablement une manif organisée au plus haut sommet de l'Etat, du jamais vu effectivement, mais pas comparable à des



mouvements de résistance contre l'idéologie dominante antisémite, à contre courant, ou les FTP. Sabado et Rousset font eux aussi un parallèle absurde avec 1995 et 1968 ! PF dit que si nous n'allons pas à la manif, qu'il caractérise d'interclassiste, nous faisons la même erreur que Guesde à propos de l'affaire Dreyfus. Quelle confusion, ne serait-ce pas l'islamophobie qui serait une forme d'antisémitisme du 21ème siècle ? Il prend par contre l'exemple du bourgeois Clémenceau qui soutient Dreyfus. Bien sur qu'il fallait soutenir Dreyfus, mais est ce vraiment la question aujourd'hui ? Ironie de l'histoire : Guesde et Clémenceau que PF oppose ont en fait fini dans le même gouvernement 15 ans plus tard pour mener la guerre impérialiste au nom de l'union sacrée.

Sans même chercher à polémiquer sur ce qui s'est passé à Ensemble (inaudible, montrant une inconséquence complète de la direction...), on doit faire le constat que les deux principales forces du Front de gauche, le PCF et le PG, sont en train, sous une forme ou sous une autre, d'être entraîné dans cette unité nationale. L'histoire nous a aussi appris les dangers si c'est seulement « l'émotion » qui domine. La mort de Jaurès en 1914 fut un de ces moments de bascule. L'assassinat du symbole du pacifisme fut le prétexte pour entraîner la gauche dans le nationalisme et le soutien à la guerre, la fameuse « union sacrée ».

Il ne s'agit pas de caricaturer la situation mais souligner les dangers. Bien sur, le 12 janvier, ce n'est pas la guerre mondiale, il n'y a pas encore de gouvernement d'union nationale mais on voit bien où le PS veut aller : entraîner toute la gauche (PCF, FDG, EELV) dans une politique d'union nationale. Une des rares voix critique contre l'union nationale fut celle de Besancenot, le NPA étant une des seules forces politique à ne pas appeler au 11 janvier. Il faut avoir conscience que même si pour certains, notre discours sera inaudible, il est important d'être parfois à contre-courant.

Il y a tout à craindre que même si à court terme Hollande et le PS bénéficient d'un gain de popularité, au final c'est le FN qui profitera de ce climat de plus en plus sécuritaire, raciste, qui crée la peur et mine les solidarités. Le débat sur l'islamophobie va à nouveau diviser la gauche et l'ensemble du mouvement ouvrier (syndicat, associations), nous avons la responsabilité de faire entendre une voix claire qui dise : « non, ce ne sont pas les musulmans qui sont responsables, il n'y a pas de problème musulman en France ».

Maintenir la résistance

Faire le constat que nous vivons dans une période de plus en plus sombre n'est pas très enthousiasmant. Débattre d'une compréhension commune de la situation doit nous permettre de militer à court terme, demain, dans les semaines agitées qui se profilent, comme à moyen-terme, avec comme objectif commun un autre monde, écosocialiste, autogestionnaire, communiste, libertaire...

Mais cela implique, de l'avis de beaucoup de militants, d'une manière ou d'une autre, de se reposer un certain nombre de questions fondamentales pour que Ensemble ait un avenir.

1) Ce qui s'est passé ces derniers jours est un enjeu crucial. Cela vient percuter l'agenda du processus de fondation d'Ensemble. Il faut trouver le moyen pour que l'on discute le plus largement, de manière approfondie de cette nouvelle situation politique : analyses, perspectives... Pour schématiser, on ne peut faire l'économie de la discussion sur comment combattre l'unité nationale.

2) Participation à la construction d'un front large contre toute l'offensive du gouvernement sur les mesures sécuritaires et contre tous les amalgames, contre l'islamophobie, contre le racisme, contre les interventions militaires à venir menées au nom de la lutte antiterroriste (Mali, sud Lybien, Syrie, Yemen ?). Il va falloir prendre des initiatives rapidement car le gouvernement n'attendra pas trop (de peur que l'unanimité se fissure à un moment, ce qui arrivera mais quand ? Cela dépendra aussi de nous). Il va falloir articuler antiracisme, lutte contre les discriminations et question sociale. Le gouvernement profite de la situation pour faire passer plus aisément le loi Macron par exemple.

3) Où en est réellement le FDG ? Ensemble se fonde comme courant du FDG, mais force est de constater qu'on est de plus en plus loin des intentions affichées de septembre 2014 de « relance » du FDG. Ensemble ne devrait-il pas s'affirmer beaucoup plus comme force politique autonome, et pas seulement courant du FDG. Cette question devient d'autant plus urgente que le PCF et le PG (sous des formes différentes) risquent de céder aux sirènes de l'unité nationale.

4) Fonctionnement. Je ne pense pas que les raisons principales des graves dysfonctionnement viennent du mode de fonctionnement. Il viennent d'abord d'une mauvaise appréciation de la situation politique. Les faiblesses de mode d'organisation ont accentué les problèmes. Il est évident que ces questions ne peuvent être résolues en quelques jours. Cette discussion devrait être poursuivie et il faudrait mettre simplement une équipe provisoire, renouvelée et programmer d'ici 3 mois une AG de fondation « suite ». Vu l'ampleur des discussions, et le fait que l'agenda empêche des textes de circuler et d'être discuté dans un minimum de conditions démocratiques, il n'est pas possible que cette AG tranche tout. On n'est plus à 3 mois prêt !

Personne a la réponse simple, évidente. Mais tout le monde sent bien que nous vivons une époque charnière. Nous n'en avons pas forcément la même perception. « Nous sommes Charlie », « Nous sommes pas Charlie », « Nous sommes Charlie mais »... ? Ce débat cristallise énormément de questions. Il va bien falloir en débattre. Que notre AG tombe en plein milieu de cette situation peut aussi être quelque chose de positif, si nous réussissons à en sortir avec plus de cohérence politique.

## **S'organiser pour la lutte, tout simplement. Ensemble nous pouvons.**

*Francis Vergne*

Chacun ressent, je pense, que les débats assez feutrés qui se mènent autour de notre Assemblée de fin janvier en prenant garde – à quelques exceptions près – de ne pas mordre le trait du « consensuel correct » ne peuvent être dissociés de questions plus générales qui concernent, pour reprendre une formule qui a déjà servi « la situation et les tâches. ».

- Face à une guerre sociale mondiale,
- la pratique solidaire d'un anticapitalisme commun.

Dans les débats menés au sein d'un courant aujourd'hui dissout (la gauche anticapitaliste) notre camarade Catherine Samary estimait entamée une troisième guerre mondiale sociale. La formule fait sens. Car c'est bien à cela que notre classe - le prolétariat au sens large et les peuples – sommes confrontés : la guerre sans merci que nous livrent partout dans le monde et dans tous les domaines (qui vont de la prédation violente des terres à la colonisation des subjectivités et des façons de penser et d'agir) les politiques néolibérales.

Cette bio politique, expression et bras armé du capitalisme contemporain qu'est le néolibéralisme, dans ses traductions militaires, géo stratégiques, économiques, sociales, etc. ne vise par à résoudre une crise systémique. Elle s'en sert au contraire pour éliminer tous les obstacles et faire sauter toutes les digues qui s'opposent à la domination totale du capital où la ronde infernale de la valorisation du capital rejoint la destruction des conquêtes sociales et la mise à sac écologique de la planète. A quoi s'ajoute le démembrement des espaces et des territoires urbains comme ruraux qui se trouvent dénaturés, fragmentés au gré de la pénétration du capital. Il ne s'agit plus simplement d'un « développement géographique inégal » mais d'une vampirisation globale humainement ignoble et écologiquement irresponsable du monde et de tous ceux qui y vivent.

De ces constats découle logiquement le caractère transversal et international des résistances. Dans leurs versions souverainistes ou localistes les bricolages anciens (ceux du repli national ou d'un néo keynésianisme fantasmé) ou post modernes (dont le « small is beautiful ») semblent bien dérisoires. Mais notre problème est que cette nécessité logique de convergence des résistances et de réalisation d'un projet écosocialiste, n'a d'autre point d'appui que les luttes et les pratiques sociales et politiques existantes. Dit autrement l'écosocialisme que nous voulons ne découle d'aucune nécessité historique, n'est porté par aucun sujet « fossoyeur du capitalisme » opportunément créé par le développement du capital et de ses contradictions. Le capital produit... le capital et modèle et mutile les sujets à son image et à ses fins. C'est particulièrement vrai des créatures et des monstres engendrés par le chaos néolibéral jusqu'à abolir tout repère moral et de civilisation. Ils réactivent alors les pires systèmes de domination et de destruction des valeurs humaines dont celui d'un nouveau fascisme. Les habits trompeurs des pseudo religions ne doivent pas nous abuser. L'imposition aliénante et imbécile de la loi de la soutane de la kippa ou de la burqa, laisse courir et couvre les brigandages - ceux des multinationales comme ceux de Daech - qui permettent la réalisation de juteux business. Ne s'exprime pas là le retour à une barbarie ancienne mais l'horreur moderne d'un capitalisme qui enfante la guerre de tous contre tous. Basculement qui dans ces cas extrêmes et cependant de plus en plus fréquents réduit l'économie à la plus value réalisée sur l'échange des vies humaines et le gouvernement des hommes à la terreur que font régner des bandes d'hommes armés et incontrôlés. Barbarie certes, mais fondamentalement, celle du capital et des états qui vont avec.

Seule la logique stratégique des luttes qui s'opposent à l'accaparement capitaliste est transformatrice et émancipatrice. L'alter mondialisme en a exprimé hier l'esprit commun et fait d'utiles tentatives pour les relier. Prémonitoire sous bien des aspects, le mouvement anti globalisation a pu annoncer en dépit de son essoufflement la succession quasi ininterrompue depuis 2008 des insurrections de la Tunisie de Ben Ali à la Turquie affairiste d'Erdogan, du Québec au Brésil, de la Grèce à l'Espagne des Indignés. Wall Street, cœur

symbolique du système n'a pas échappé au phénomène d'occupation des places et de tenue des assemblées. Partout un même dégoût et un même rejet populaire, juvénile et démocratique de ce monde et des politiciens corrompus s'y exprime : « que se vayan todos » en même temps qu'un abécédaire de l'affrontement s'y décline.

Pourtant et sans partager une conception blanquiste de la révolution, nos amis du « comité invisible », l'énoncent avec lucidité : « Les insurrections sont venues, pas la révolution... la révolution semble partout s'étrangler au stade de l'émeute. Au mieux, un changement de régime assouvit un instant les besoins de changer le monde pour reconduire aussitôt la même insatisfaction ». En dépit d'une époque qui s'embrace et de la conscience que « nous sommes les 99 % », les 1 % des puissants continuent de dominer les 99 %. Parce qu'ils sont riches sans doute mais surtout parce qu'ils sont organisés et qu'ils « s'organisent même pour organiser la vie des autres ». Peut-être est-ce d'abord à ce monopole de l'intelligence stratégique du présent qui utilise la crise et le chantage à la catastrophe comme technique de gouvernement qu'il convient de s'attaquer. Construire donc de notre point de vue une intelligence stratégique partagée et internationale de la situation, s'organiser pour résister et contre attaquer. Tout cela ne donne aucune assurance de pouvoir gagner cette guerre. Mais du moins là où nous sommes et à la mesure de nos moyens de contribuer à mieux armer notre camp.

Encore et à nouveau sur la question stratégique

D'une manière générale la période dans laquelle nous sommes entrés invite à mettre en relation, l'ampleur, la détermination et la cohérence de l'offensive de classe dont est porteur la réalisation du projet néolibérale avec la faiblesse, la dispersion et l'absence de boussole stratégique des organisations politiques et syndicales de notre classe. Ces dernières en sont pour l'essentiel restés à des formes et des horizons de luttes liés à un capitalisme plus ou moins régulé et ouvert à un partage même très inégal du « grain à moudre », d'où le caractère inadapté et inefficace de leurs prescriptions. S'il convient de se réapproprier le « meilleur du mouvement ouvrier », le défi est surtout d'inventer des pratiques, des perspectives et des formes de lutte nouvelles qui répondent à la situation créée par la domination néolibérale.

Ce qui me frappe aujourd'hui, jusque dans notre mouvement est la sous estimation de la question stratégique et de sa clarification, y compris sous sa forme élémentaire : autonomie ou alliance à géométrie variable avec le PS, question à laquelle le FG peine à répondre. Les effets immédiats en terme de crédibilité sont vérifiés : quel crédit accorder à un attelage dans lequel le principal parti mêle les appels anti libéraux les plus enflammés à l'égard de la politique nationale de Hollande-Valls et la participation aux majorités régionales, départementales ou communales... qui les font appliquer ? Mais il y a plus : en fonction des coordonnées générales de la situation précédemment rappelée, le Front de gauche est-il à même d'apporter une réponse claire à la question que beaucoup se posent : comment le peuple peut-il se débarrasser de ce régime et exercer son pouvoir ?

Peut-on espérer que ces questions vont se trouver au cœur des bienvenues « chantiers d'espoir ? » Certaines formulations passablement attrape tout permettent d'en douter. Sans doute s'agit-il bien de discuter d'une autre politique à gauche rassemblant un large spectre de « discutants ». Mais une question demeure en suspens : une autre politique, soit, mais laquelle ? Celle contenue dans le programme du Front de Gauche – dont curieusement on ne parle plus guère aujourd'hui – avec quels engagements sociaux et démocratiques précis et quels moyens envisagés pour les faire aboutir ? Ou autre chose, mais quoi et avec qui ? Retour donc à la question précédente pour tous et pour nous mêmes : quel rôle voulons nous jouer et quel message envisageons nous Ensemble de porter au travers de ces chantiers d'espoir ?

Choisir entre deux devenir possibles et antagoniques pour le Front de gauche.

Chacun voit bien que la discussion tourne en fait autour de l'avenir du FdG, de la lisibilité de son orientation politique et de sa stratégie, de son élargissement – à droite ou à gauche – ou de sa dilution dans un autre projet. Et chacun voit bien également – sauf aveuglement volontaire – que deux lignes antagoniques se dessinent : celle d'une recomposition autour d'une chimérique « autre politique que celle de Valls » allant du PC aux « frondeurs » et passant par EELV et celle d'une alternative assumant la rupture avec le social libéralisme sous toutes ses formes, de l'autonomie et de la jonction avec un front social et politique de lutte et demobilisation. Ne pas voir que les lignes de clivage sont là et ne pas agir en conséquence est se condamner à la confusion ou à l'impuissance.

Je pense qu'il est d'autant plus important de clarifier ces choses que la perspective d'une politique un peu plus à gauche qu'Hollande Valls (austérité soft contre légère dose de relance keynésienne) peut exercer de l'attrait auprès de certaines sphères et générations militantes. L'auto limitation qu'elle suppose peut en effet pour cette frange militante épouser le sentiment que l'important est d'éviter le pire : la « disparition de

la gauche » au profit d'un probable affrontement « droite-extrême droite » (sans voir d'ailleurs le piège que constituerait un duel PS-Le Pen au deuxième tour des présidentielles susceptible de se solder par la victoire de Le Pen). Sans sous-estimer non plus combien cette perspective peut donner provisoirement de l'air à un parti communiste sans perspective nationale, au bord de l'asphyxie et prêt à s'en remettre à n'importe quelle chimère pour espérer (sans doute à tort d'ailleurs) sauver ses élus et son appareil. D'une autre façon enfin ce qui peut donner corps à cela est l'accélération de crises politiques qui ne sont nullement à exclure par exemple... en Grèce avec un basculement qui va au delà de l'alternance traditionnelle « gauche-droite ». Scénario fiction qui n'en est désormais plus un et qui pose en termes concrets la question : gouverner avec qui et sur la base de quelles alliances ?

Construire une organisation politique utile à notre classe.

Résumons : notre problème commun est bien l'écart qui se creuse les avancées politiques, sociales et stratégiques des classes dominantes et le retard et la timidité dans la conduite de la lutte sur ces différents terrains pour notre classe. Convenons que nous n'avons pas de solution miracle en vue, mais essayons à la fois d'éviter les écueils et de saisir les opportunités. Les écueils ont été rappelés : le renoncement à porter le fer au sein de FG sur la clarification de sa stratégie avec son pendant, la tentation du contournement, la sous-estimation de l'alignement possible du FdG sur une version relookée d'union de la gauche et l'hésitation à nouer les alliances nécessaires pour contrecarrer cela. Passons aux opportunités.

Il est celles que l'on saisit au fur et à mesure qu'elles se présentent. Ainsi un possible et significatif réchauffement du climat social conduirait à poser ces questions dans d'autres termes. Mais il est également celles que l'on prépare. La constitution d'Ensemble en fait partie. Si nous devons être conscients du caractère minoritaire et socialement et politiquement ciblé d'un tel rassemblement, il n'y a aucune raison de ne pas faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin à une dispersion stérile de forces politiques et de traditions militantes qui ont eu le grand mérite de ne pas céder sur l'essentiel. Il est juste et utile de favoriser de la sorte la reconstruction même modeste d'un projet politique anticapitaliste de transformation sociale et écologique.

A condition de concevoir ce projet comme une étape et un moyen pour rassembler sur une orientation de lutte et d'alternative tout ou partie des courants qui s'opposent réellement à la politique du gouvernement et du PS. A condition de s'ouvrir et de travailler à l'organisation des forces sociales qui ont intérêt à cette rupture et ce changement de cap. A condition encore d'être suffisamment explicite sur ce que nous voulons et démocratique dans la mise en œuvre sur les moyens d'y parvenir : contribuer à construire une organisation politique utile à notre classe, à même de l'aider réellement dans ses combats et leurs issues politiques.

Un programme et une stratégie pour exercer le pouvoir.

Au cours de sa brève histoire le courant GA s'était structuré autour de quelques idées forces. Ce courant dissout les idées demeurent : l'anticapitalisme unitaire, le projet éco socialiste et la constitution d'un front social et politique. Elle gardent à mon sens toute leur force opératoire. Mais il est vrai qu'elles laissent ouvertes d'autres questions fondamentales dont celle du pouvoir. Question difficile mais que l'accélération du cours de la guerre de classe ne permet guère d'éviter aujourd'hui. Il ne s'agit pas de reprendre ici un débat séculaire sur la « conquête du pouvoir », ses impasses et ses dangers, les risques d'échouer et les moyens d'y parvenir, etc, etc. Il s'agit d'aborder avec ceux qui luttent la question de savoir comment ils peuvent prendre du pouvoir, exercer un pouvoir et contrôler le pouvoir.

Il est de ce point de vue là assez surprenant que personne ou presque ne songe à mettre en avant (sans fétichiser ou reprendre à lettre des formules datées) ce que je considère pour ma part comme le noyau valide de la démarche transitoire et du programme qui va avec, dans une période qui n'est pas sans ressemblances avec les années 30. Il ne s'agit pas ici de se revendiquer de je ne sais quelle filiation mythique, mais d'aider à l'élaboration et au développement, dans et par les luttes et l'auto organisation de mobilisations porteuses d'un « système de revendications » dont la satisfaction remet en cause le pouvoir capitaliste et consolide un pouvoir populaire naissant. La clé stratégique d'un programme de transition réside dans l'enchaînement de revendications et de mots d'ordre liés aux conditions conjoncturelles nationales et internationales et dont la combinaison permet de poser dans des termes nouveaux la question du gouvernement ou plutôt de l'auto gouvernement. On peut bien sous-estimer que tout cela est, au choix, caduc, utopique ou encore dangereusement léninisme. On peut trouver que la vision et la théorie générale qui fondent cette démarche, celles de la révolution permanente comme combinaison transgressive de mobilisations démocratiques, sociales et politiques qui commencent dans un cadre national et se développent sur l'arène mondiale est éronnée ou grosse de dangers. Ce point de vue est porté non sans talent par nos amis de l'ACU et il est tout à

fait légitime qu'il s'exprime au sein d'Ensemble. Mais peut-on à tout le moins discuter de cela pour avancer sur la voie d'un programme et d'une stratégie commune.

Plus surprenant encore est le fait que ce qui est censé couronner et donner de l'actualité à cette démarche transitoire – une sixième république issue d'une assemblée constituante – semble devoir rester sagement confiné dans les pages du programme du FG et n'être surtout pas mis en mouvement pour devenir réalité. Nul ne sait aujourd'hui ce que peut devenir le Mouvement pour la 6ème république et si la tentative va faire flop ou grandir et prospérer. Ce qui est certain en revanche est que les problématiques avancées sont bel et bien les nôtres. Fixer dans la constitution, grâce au pouvoir constituant d'une mobilisation populaire durable un certain nombre de droits fondamentaux écologiques, sociaux, démocratiques, mettre directement en débat toutes les grandes questions politiques, réorganiser de bas en haut et de haut en bas la démocratie, n'aurait donc guère d'intérêt. Définir et faire advenir la république comme république sociale, laïque, démocratique, écologique et ajouterons-nous autogérée avec un contenu directement antagonique avec la domination économique et politique du capital, étendre le principe démocratique à l'ensemble des domaines de la vie économique, sociale, administrative, tout cela peut-il vraiment attendre ?

Prendre le parti de la libre association.

Enfin si nous croyons réellement ce que nous disons sur la profondeur de la crise systémique du capitalisme et les enchaînements cataclysmiques sur lesquels elle peut déboucher nous ne pouvons guère imaginer que les partis et les mouvements qui tendent d'organiser la résistance et de proposer des alternatives, ne vont pas se trouver engagés dans ces grands bouleversements. Ma conviction est que les affrontements qui sont devant nous poseront objectivement la question du dépassement et de la refonte de ces partis.

Pour certains camarades la cause semble entendue : « plus jamais de parti » constituerait un préalable. Mais si d'autres estiment que la question est plutôt : quel parti et pour quoi faire, que faire ? Notre camarade Daniel Bensaïd nous avait largement sensibilisé à l'accélération du temps à certains moments de l'histoire. Peut-être entrons-nous ou sommes-nous déjà entrés dans cette période sans en avoir suffisamment conscience et sans en tirer toutes les conséquences. Daniel nous disait encore qu'une politique qui ne se limite pas à la gestion de l'ordre existant est un art stratégique qui exige de s'engouffrer dans les brèches ouvertes par les crises avec audace et esprit d'anticipation. Et surtout, dans la mesure où l'histoire ne repasse pas les plats de savoir dans le bon tempo saisir les occasions, d'assumer lorsque cela est nécessaire les sauts, les bonds, les bifurcations. Sans doute cela a-t-il compté dans son pari – nullement évident à l'époque – de s'engager résolument avec nos camarades brésiliens dans la construction du Parti des Travailleurs. Un parti né de la convergence et du rassemblement voulu de courants venus d'horizon syndicaux et politiques très divers mais rassemblés autour d'un même objectif : la construction d'un parti large et populaire, indépendant, pluraliste dans son fonctionnement et sa direction, se posant d'emblée comme candidat à l'exercice du pouvoir et l'exerçant rapidement à la tête de villes et d'états entiers. Un parti « creuset » en quelque sorte.

Absurde ou dangereux l'objectif de construire un parti de la transformation sociale large et de masse ? A voir. Nous pouvons affirmer ensemble qu'il ne saurait s'agir d'un parti dirigeant et reconnaître la part des interrogations qui nous traversent. Un tel parti de masse impliquerait une forte diversité dans sa composition sociale, culturelle, idéologique. Parti « ouvert et large » donc dans le sens de son immersion dans la société telle qu'elle est. Parti, produit et matrice de brassage de courants et d'expériences nouvelles. Ni simple club de discussion ni simple organisation de combat dans un monde hostile, mais plutôt libre association assumant la tension nécessaire entre ces deux pôles. Creuset aussi de discussion, de réflexion et d'échange pour agir, l'un ne va pas sans l'autre. Et aussi parti tourné vers la conquête de positions pour crédibiliser un projet d'auto émancipation, le légitimer aux yeux de la population, l'expérimenter partiellement pour l'enrichir, le faire partager, l'essayer, mieux préparer sa réalisation.

C'est à mon avis avec cet état d'esprit qu'il faut aborder le dépassement possible du Front de Gauche et de ses partis. Aller de l'avant avec le peuple en marche, clarifier la stratégie mais aussi privilégier en temps voulu les conclusions qui s'imposent en faisant passer l'essentiel avant l'accessoire dès lors que se dégage une même vision de la période, de la situation générale et des tâches et un même projet écosocialiste. La crédibilité des solutions pour lesquelles nous militons passe aussi par une taille critique d'organisation et donc par l'élargissement des expériences de lutte, le brassage des histoires et des références politiques, l'accueil et la formation de nouveaux militants et des nouveaux cadres. Isolément aucune des organisations ou courant du Front de gauche ne peut y prétendre.

On le voit, les questions de programme, de stratégie et de parti se rejoignent. Voulons nous ou non les discuter au sein d'Ensemble ?

**« Etre aussi avec celles et ceux qu'on ne voit ni dans les luttes, ni dans les urnes »**

*Laurent Sorel*

Il faut le dire, les attentats et la victoire de Syriza ont changé la donne chacun à leur manière. Percutés par ces 2 événements symétriques, l'un dramatique l'autre plein d'espoir, c'est comme si nous avions fini par réaliser que ce qui manquait le plus au final dans notre projet de résolution politique, c'est ce « sentiment d'urgence, de gravité, d'un possible basculement dans le meilleur ou dans le pire, qui habite les populations et qui nous place devant des choix cruciaux ».

A juste titre nous remarquons que la crise économique et politique « provoque une profonde désorientation au sein des salariés et des jeunes, une perte de repère, une crise des valeurs » et que la référence à la gauche est fragilisée. Sauf que ce qui rend la situation explosive, ce n'est pas seulement la perte ou même le rejet des vieux repères de classe mais c'est la recherche frénétique de nouveaux repères, de nouvelles valeurs. Les gens ne sont pas seulement désorientés, ils sont aussi en colère et cette colère les rend impatients. Pour pouvoir porter l'espoir, il faut aussi porter cette colère d'en bas, de celles et ceux qui n'ont plus les moyens d'attendre et faire en sorte qu'elle ne rate pas sa cible, les classes dominantes, les banques et les grandes entreprises et qu'elle ne se retourne pas comme le voudrait le Front National contre « les plus faibles (chômeurs, précaires...) et les minorités (Musulmans, Juifs, Rom...) ».

Il n'y a pas de raccourci. Il faut prendre le temps de convaincre les organisations et les militants pour activer ou dynamiser des cadres unitaires pour créer ou recréer des solidarités collectives, pour redonner l'habitude de lutter ensemble pour des intérêts communs et pour forger un projet collectif émancipateur, une alternative aux politiques mortifères de gouvernement Valls-Hollande. Mais si ce projet émancipateur doit inclure tous les exploités et les opprimés, il faut alors nécessairement que la constitution de cadres unitaires soit animé par le soucis permanent de sortir de la logique de cartel, et de l'entre soi entre militants et dirigeants du mouvement social pour aller vers la masse des exploité-e-s et des opprimé-e-s à travers une activité de terrain et une ouverture aux questionnements et aux inquiétudes concrètes des gens. C'est en partie ce qui manque quand on parle des collectifs AAA et c'est surtout ce qui manque dans nos chantiers d'Espoir.

Le projet de résolution politique parle très peu au final de la très grande majorité de la population, celle qui n'est pas organisée, celle qu'on ne voit quasiment jamais dans les luttes, celle qui ne s'exprime presque jamais ni dans les urnes ni dans la rue mais qui n'en a pas moins des choses à dire: en général les plus pauvres, les plus précarisés, les moins diplômés mais aussi les habitant-es des quartiers populaires.

Il faut éviter à tout prix de nous laisser enfermer dans l'entre soi du mouvement ouvrier organisé, dans les seuls débats qui le traversent en oubliant que ces débats ne recoupent pas forcément ceux qui traversent l'ensemble du corps social. C'est ainsi qu'on pourra de garder une disponibilité » de chaque instant aux soubresauts qui agitent les profondeurs de la société.

Lorsque survient l'imprévisible, Le Pen au 2ème tour en 2002, la révolte des quartiers populaires en 2005, la mobilisation de masse après les attentats des 7, 8, 9 janvier 2015, dans ces moments de ruptures, tout devient plus volatile, et il devient possible en prenant rapidement les bonnes initiatives, de faire des sauts qualitatifs. Parce que l'événement imprévisible peut par son ampleur, ce qui est le cas avec les attentats, concentrer l'ensemble des contradictions de la période. Et que les initiatives prises à ce moment en valent 100 prises à d'autres pour peu qu'on se donne les moyens d'être en prise directe avec la société.

C'est pour cela qu'il fallait être dans la rue le 11 janvier. Quand des millions de gens descendent dans la rue, ils font de la politique à chaud. Dans ces moments particuliers, toutes les questions politiques sont posées simultanément et différemment, faire de la politique dans ces moments-là c'est forcément être là où sont les gens. En temps normal défilé derrière 50 dirigeants français et étrangers est une hérésie. Sauf que nous n'étions pas en temps normal. Et nous pouvions et nous devions y être parce que cette indignation collective exprimait d'abord la volonté de défendre la liberté d'expression et le vivre-ensemble au-delà même des sentiments contradictoires qui pouvaient agiter les manifestants et parce que ce n'étaient pas les idées des 50 dirigeants du carré de tête qui dominaient dans la foule. Et nous devions y être parce que dans ce moment particulier, faire de la politique à l'écart des millions des gens dans la rue, c'était prendre le risque de se condamner par avance à l'impuissance politique.

Sauf que nous n'avons pas véritablement pris d'initiative, et ne pas se donner les moyens d'en prendre rapidement après le w-e du 10-11 janvier, c'est tout autant se condamner à l'impuissance. Il ne faut pas sous-

estimer les contradictions qui traversaient cette mobilisation. C'était juste de ne pas s'isoler par rapport aux forces organisées du mouvement social et par rapport à notre camp social. Mais cela n'a d'intérêt que si nous en faisons un point d'appui pour prendre des initiatives unitaires contre la politique d'union nationale qui vise à faire oublier les échecs de ce gouvernement, contre la montée du racisme et en particulier de l'islamophobie qui divise la société et marginalise y compris dans ces moments particuliers une partie des « racisés », contre la mise en place d'un patriot act à la française.

La seule véritable initiative est finalement venue des grecs qui en faisant gagner Syriza ont remis du clivage politique et reposé la question de l'alternative politique à un moment où le gouvernement cherchait justement à la fondre dans une politique d'union nationale. Merci à eux ! Mais nous n'allons pas nous délocaliser en Grèce pour échapper aux pesanteurs politiques de la situation en France.

Pour répondre ici à la crise de légitimité des partis politiques, des institutions et de la politique en général, il faut pouvoir mettre en avant, au cœur de notre projet, notre volonté de rupture avec les institutions actuelles et avec les anciennes combinaisons politiques de type gouvernements de gauche plurielle.

L'équilibre sera difficile à trouver entre ouverture politique par rapport aux courants et organisations qui n'ont pas encore tranchés sur leur rapport à la direction du PS, et nécessité de rupture radicale par rapport à la direction du PS et aux institutions de la Vème république. Mais il faut faire les 2 simultanément, nous n'avons pas le choix. Et les mesures de gouvernement mises en avant ne seront crédibles que si on commence par reconnaître que leur application se heurtera à la résistance farouche des classes dominantes et de la Troïka et que nous sommes résolu à mener le rapport de force jusqu'au bout en nous appuyant sur les mobilisations sociales.

Mais sans la perspective d'une assemblée constituante, il sera compliqué d'imaginer la mobilisation consciente d'une majorité de la population pour élaborer et faire sienne des mesures de ruptures et se donner les moyens de les imposer.

### **Note sur les questions internationales** *Roland Sérieux, Francis Sitel (24 janvier 2015)*

Suite à une coordination du FdG, tenue le 27 octobre dernier, consacrée aux questions internationales, nous avons proposé une note pour poursuivre la discussion. Celle-ci est restée sans écho au sein du FdG. Et nous n'avons pas eu l'opportunité d'approfondir la réflexion au sein d'Ensemble !

Les événements que nous venons de vivre invitent à y revenir.

Nous le faisons dans cette note sous l'angle de ce qui percute fortement la situation française et par conséquence européenne. Donc, bien évidemment, sans souci d'exhaustivité. Ce pourquoi par exemple nous n'abordons pas la dimension sud-américaine des problèmes.

#### **1) Deux éléments décisifs :**

° La grille de lecture ancienne d'une opposition binaire entre l'impérialisme (sous hégémonie états-unienne) et des forces progressistes (dans la diversité de leurs références : communistes, socialistes, nationalistes démocratiques...) est obsolète. Il convient d'effacer de nos perceptions et analyses des réalités contemporaines les traces qui demeurent d'une approche campiste. C'est-à-dire de ce qu'on appelait ainsi dans la période des « blocs », capitaliste et « socialiste » : la polarisation du monde entre les États-Unis et le « camp socialiste » autour de l'URSS amenait au nom de l'anti-impérialisme à se tourner vers Moscou, pour obtenir son soutien, cela quitte à relativiser les critiques à son encontre. Aujourd'hui, une démarche similaire peut conduire, au nom de la nécessaire opposition à l'impérialisme, à reconnaître quelque vertu aux forces combattant « l'Occident » au nom de l'islam politique.

° L'ambition des États-Unis après la chute du Mur de Berlin et l'implosion de l'URSS de s'affirmer comme l'hyper puissance dominant la totalité du monde a été démentie par l'attaque du 11 septembre 2001 et les catastrophes essuyées en Afghanistan et plus encore en Irak. Aujourd'hui, les États-Unis restent une superpuissance, mais qui ne peut plus prétendre à la prééminence passée. Elle est concurrencée sur le plan économique par la Chine. Sur le plan militaire, et donc politique, elle reste encore sans rival, seule à même de pouvoir agir militairement en tout point du globe. Mais pour autant ses interventions armées ne sont pas en capacité de régler les problèmes posés, et génèrent au contraire des déstabilisations catastrophiques.

**2) Nous sommes donc amenés à repenser notre anti-impérialisme et notre internationalisme en fonction d'un monde multipolaire.**

Celui-ci est traversé par de multiples lignes de fractures et d'affrontements :

- ° Le déploiement de la puissance économique de la Chine (capitaliste, mais dirigée par un parti-État se réclamant du « communisme »), d'abord en Asie, mais aussi dans les différents continents (au premier chef l'Afrique et l'Amérique latine), s'accompagne d'une montée des tensions avec le Japon et en Asie du Sud-Est. L'Inde, en passe de devenir le pays le plus peuplé du monde, connaît une montée d'un hindouisme politique, sectaire à l'encontre des autres religions, et une situation de tensions permanentes avec le Pakistan.
- ° Le régime de Poutine se légitime d'un nationalisme qui conduit à réaffirmer la suprématie russe sur certains pays de l'ex-glacis soviétique, et des fortes confrontations politiques et militaires avec des régimes alliés aux États-Unis et à l'Union européenne (Géorgie, et plus encore Ukraine...)
- ° Les partages étatiques et les frontières arbitrairement imposés par les puissances coloniales au sortir des deux guerres mondiales sont battus en brèche au Moyen-Orient et dans une partie de l'Afrique. Ce qui avive la montée des confrontations entre puissances régionales, au Moyen Orient entre Arabie saoudite et Iran, Turquie, Israël, voire Qatar... Tandis que la politique du gouvernement israélien ne fait qu'aggraver le drame sans fin que vivent les Palestiniens, et attiser à l'échelle mondiale la conflictualité autour de la question israélo-palestinienne.
- ° Le dérèglement climatique doit être pris en compte dans ses conséquences politiques directes : ce sont des masses de réfugiés qui vont devoir fuir et chercher accueil dans des régions et pays aux ressources limitées et fragiles.
- ° Les révolutions arabes se trouvent confrontées à des contre révolutions, différentes dans leur nature et selon les pays où elles se développent, situation qui permet une amplification des interventions des puissances extérieures. Contre les explications qui reviennent en force comme quoi ces sociétés ne sauraient échapper à l'alternance entre dictatures militaires et régimes islamistes, il convient de comprendre que le processus des révolutions arabes n'est pas épuisé, qu'il continuera à se développer en profondeur et de manière chaotique. De ce point de vue aucune des situations actuelles ne peut être jugée définitivement établie, que ce soit pour le relativement meilleur (Tunisie), l'entre deux complexe (l'Égypte) ou pour le pire (Syrie).
- ° Les conflits politiques et militaires, ouverts ou contenus, entre nombre de puissances régionales se traduisent par une dissémination des armes nucléaires, ainsi que des rivalités en termes de mainmise sur les ressources énergétiques (voire hydrauliques et alimentaires), lesquelles font planer de graves menaces sur l'humanité.
- ° Celles-ci s'accompagnent d'un développement de deux idéologies contraires mais qui convergent pour valider le fantasme d'un prétendu « choc des civilisations » : le néoconservatisme issu des milieux ultra réactionnaires américains et les projets totalitaires portés par certains courants de l'islamisme politique.

**3) La Syrie est l'épicentre de plusieurs de ces champs magnétiques :**

- ° Comme dans d'autres pays arabes, en particulier la Tunisie et l'Égypte, la Syrie a connu une révolution populaire et démocratique d'une formidable profondeur, mais elle présente le tragique privilège de plusieurs spécificités : la confrontation à une contre révolution du régime dictatorial de Bachar al Assad d'une violence inouïe, qui pour sauver son pouvoir n'hésite pas à mener une véritable guerre contre son peuple au prix de la destruction du pays ; cela avec l'aide massive de la Russie et l'intervention directe de l'Iran et du Hezbollah libanais ; une deuxième contre révolution menée par des forces islamistes, en complicité conflictuelle avec les régimes de la région. Celles-ci sont à présent dominées par l'État Islamique (Daech) qui est parvenu à s'approprier un vaste territoire à cheval sur la Syrie et l'Irak, où il opère une véritable épuration ethnique dont sont victimes les populations kurdes, yézidis, chiïtes et les opposants sunnites...
- ° Outre la violence de la répression dont il est victime, le peuple syrien en révolution s'est trouvé abandonné, sinon trahi, par les gouvernements occidentaux et par les forces progressistes, les uns craignant de se confronter à l'interventionnisme russe et se laissant emprisonner dans la paralysie de l'ONU soumise à la pression diplomatique de la Russie et de la Chine, les autres cédant à l'idée que, face à la menace islamiste, le régime de Bachar représente un moindre mal, pour les minorités en Syrie et pour l'Occident lui-même.
- ° Sous la violence subie la population syrienne se voit contrainte de fuir ses lieux de résidence pour chercher refuge dans d'autres zones, dans les pays voisins, ce qui amène le Liban à un risque de déstabilisation, et à s'exiler devenant les principales victimes des drames de la migration vers l'Europe via la Méditerranée...

La concrétisation du projet de l'État Islamique de constituer un Califat a bouleversé la donne. Les États-Unis, conscients de la catastrophe que leur intervention a provoqué en Irak et au-delà, organisaient leur désengagement de ce pays, lorsqu'ils ont été amenés à réengager en urgence une nouvelle guerre pour endiguer la progression de l'EI en Irak et à Kobané. Mais leurs frappes ne sont pas en mesure d'empêcher la progression de l'EI, problème qui au demeurant ne paraît pas être la priorité première de l'Administration américaine. C'est donc une guerre difficile et longue qui est engagée. Celle-ci fait bouger la donne régionale



et les systèmes d'alliances. Les Kurdes des différents pays (Irak, Syrie, Turquie, voire Iran) se retrouvent en première ligne de l'affrontement avec l'EI. La Turquie, qui a longtemps cultivé les ambiguïtés politiques dans sa relation avec les forces islamistes, est face à un choix décisif : faire la paix avec le PKK, et concrétiser militairement son hostilité au régime de Bachar al-Assad. Mais une autre voie est ouverte et discutée au sein des cercles dirigeants américains et dans les droites françaises et européennes : celle d'un accord avec l'Iran et la Russie pour mettre un terme à la guerre en Syrie et préserver le régime de Damas.

L'Union européenne est moins impliquée militairement que les États-Unis, mais elle l'est plus directement. Par l'intermédiaire de la Turquie, membre important de l'OTAN et sans laquelle rien n'est possible dans la région, et du fait que les attentats récents qui ont frappé la France et menacé la Belgique sont une alerte : l'indication des inévitables projections de la guerre au cœur même de l'Europe.

L'Union européenne s'est construite comme « zone de prospérité et de paix », entretenant l'idée qu'elle pourrait tenir à distance les grandes perturbations mondiales. Cette illusion est aujourd'hui balayée : après la guerre dans l'ex-Yougoslavie, l'UE se trouve directement présente sur deux lignes de front : avec la Russie en Ukraine et au Moyen-Orient.

Avec les conflits actuels en Afrique et au Moyen-Orient, elle va devoir faire face à des mouvements de plus en plus massifs de migrations, d'ordre économique, climatique et politique, avec les réfugiés fuyant l'Érythrée, la Somalie et la Syrie. Un défi auquel elle ne pourra répondre par l'indifférence à l'égard des drames en Méditerranée ou la multiplication de mesures répressives toujours plus policières.

**4) Les enjeux internationaux sont des déterminants décisifs de la situation française.**

Dans la confrontation avec les projets djihadistes, la France est impliquée en première ligne au Sahel : elle est amenée à multiplier les interventions militaires directes (au Mali, en Centrafrique avec ses spécificités, et peut-être demain à nouveau en Libye...), et elle est en charge du principal dispositif militaire déployé dans cette immense et fragile région où se multiplient les foyers de guerre (de la Méditerranée jusqu'au Nigeria, de la Mauritanie à la Somalie).

Elle l'est, derrière les États-Unis, au Moyen-Orient, participant au dispositif déployé contre l'EI. La politique française est intégrée à celle des États-Unis, mais soucieuse de marquer une différence : un soutien moins absolu au gouvernement israélien, une relation spécifique avec l'Autorité palestinienne, une hostilité plus marquée au régime syrien (qui paradoxalement conduit aujourd'hui à ce que l'intervention armée française soit officiellement limitée au territoire irakien...)

C'est cette réalité qui ne pouvait pas aller sans conséquences sur le territoire français, sous la forme d'attentats terroristes.

Les drames des 7 et 9 janvier sont venus confirmer ce qui était prévisible, mais ne pouvait être prévu sous cette forme et avec un tel impact.

L'ampleur de l'émotion provoquée et les formes qu'ont prises ses expressions témoignent que, malgré les avertissements donnés, la conscience collective se refusait à accepter les conséquences inévitables de la situation internationale, entretenant l'espoir de maintenir à distance les guerres menées au Moyen Orient et au Sahel. L'indifférence entretenue à l'égard du peuple syrien et sa révolution ainsi que les erreurs commises se payent aujourd'hui au prix fort en France même. Il faut enfin admettre que la question syrienne est centrale dans l'évolution de la situation.

Au regard de cette situation, il s'est produit un basculement, et il y aura bien un « après 11 janvier »...

**5) Le défi de la guerre.**

Deux réactions se sont faites jour par rapport à ce défi de la guerre, parfois successives, parfois coexistantes :

° L'occultation de cette réalité internationale, avec maintien de l'idée que la guerre en tant que telle est ailleurs, lointaine. Ce qui conduit à comprendre les événements comme relevant d'une réalité endogène (des attentats terroristes en France, menés de surcroît par des Français), qui pose le problème de comprendre pourquoi, en fonction de quelles crises (de la société, du « modèle français », voire de l'école...)

° La focalisation sur le mot guerre et sa dramatisation. Selon l'idée que c'est la guerre partout, donc également ici ! Avec un glissement immédiat : c'est « la guerre contre le terrorisme ». Donc contre un ennemi insaisissable, qui est partout et nulle part. Une réaction qu'on a vue aux États-Unis après le 11 septembre, pouvant conduire aux pires dérapages. Si on se déclare en guerre sans connaître ni l'ennemi, ni donc la nature de cette guerre, on glisse vers l'union sacrée, qui ne connaît que l'opposition binaire ami/ennemi, la traque aux « ennemis de l'intérieur », éventuellement repérables en fonction de leur religion ou de leurs spécificités physiques ou culturelles... C'est la voie ouverte à la vulgarisation du « choc des civilisations » et à une logique de guerre civile.

Ce discours belliciste ne doit pas conduire à se laisser intimider et à croire qu'on peut y répondre par le simplisme d'un discours inverse, qui consisterait à nier le lien avec le contexte international, pour relativiser les risques encourus ici même. Il faut au contraire prendre la mesure de la gravité de l'attaque subie et des menaces qui pèsent sur nos sociétés. Face aux dangers de la situation, ce ne serait pas une bonne réponse de prôner au nom d'un pacifisme abstrait un non interventionnisme généralisé. Ce qui ne serait pas répondre à la réalité et présenterait le risque d'un retour de boomerang, sous la forme d'un renforcement des arguments les plus réactionnaires.

Soyons conscients qu'aucun des problèmes posés à notre société n'est réglé, donc vigilants au regard de tous les dangers existants. Ce qui du même mouvement doit convaincre qu'il ne faut en rien sous-estimer la portée positive des récentes mobilisations : une affirmation d'union populaire incluant la solidarité entre tous les citoyens au-delà de leur diversité, donc ne laissant aucune place au racisme anti-musulman, ou à une hystérie sécuritaire.

De ce point de vue observons une différence avec ce qui se passe en Allemagne, où les manifestations antiracistes se font en réaction, et avec un certain retard, à celles inquiétantes des nationalistes et racistes, au nom de la lutte contre « l'islamisation de l'Allemagne ».

Le vrai problème est de définir ce à quoi, dans le contexte, renvoie le mot guerre :

° Une guerre asymétrique entre des puissances étatiques et un ou des adversaires agissant avec d'autres armes et selon d'autres modalités, en l'occurrence EI et El Qaeda.

° Les atouts principaux de ceux-ci sont les faiblesses des régimes et sociétés qu'ils combattent.

Ces faiblesses fondamentalement ne sont pas militaires ou policières, mais sociales et politiques. Ce pourquoi proclamer qu'on est « en guerre contre le terrorisme », au nom de la « défense de la démocratie, de la civilisation », relève de la propagande et d'une rhétorique dangereuse. En revanche il faut reconnaître que l'EI se bat pour imposer un projet de société totalitaire, donc barbare, qui doit être combattu sans hésitation ni doute.

Au-delà de la dimension proprement militaire, le rapport de forces dépend de la capacité des sociétés concernées à résister à des attaques dont l'objectif est d'aviver les fractures qui les divisent, créer un climat de peur qui fasse reculer une vie démocratique déjà fort anémiée, attiser des tensions interconfessionnelles qui sont d'autant plus fortes que les intérêts des classes populaires sont invisibilisés, dévalorisés et niés.

Dire que face aux menaces qui pèsent sur nos sociétés, il faut « plus de démocratie, plus d'égalité, plus de justice » doit conduire à travailler pour donner sens et contenu à ces exigences.

Donc, non pas moins de politique, au nom d'un consensus, d'une union nationale qui fut la réaction première d'une société violemment agressée dans ses valeurs fondamentales, mais plus de politique, donc davantage de confrontation idéologique et de conflictualité sociale.

**6) Sur quelques questions qui appellent clarifications.**

° Dans le contexte international et national les questions liées à la religion musulmane se posent de manière aiguë. Le combat contre l'hostilité existant à l'égard des musulmans, et qui peut s'enflammer en réaction à de nouveaux attentats, doit être une priorité politique et militante. Encore convient-il d'en préciser les termes. Il convient d'écarter l'idée qu'une « injonction » serait adressée aux musulmans pour qu'ils « s'expliquent », voire « s'excusent », ce qui serait absurde et scandaleux. En revanche il faut expliquer avec le maximum de force que la ligne principale de fracture provoquée par l'islamisme politique, en réaction à l'impérialisme occidental, divise le monde musulman, de rappeler que les premières et principales victimes de la terreur islamiste ce sont des musulmans. Et aider à ce que les positions progressistes de citoyens d'origine, de culture ou de religion musulmane gagnent un maximum de visibilité.

° Les appréciations différentes quant à l'usage du mot islamophobie renvoient à une question difficile. Le problème est moins de défendre une religion et ses croyants, parce qu'attaqués par des fanatiques, des racistes (qui en fait considèrent habile de dissimuler leur haine à l'égard d'un groupe humain par des habillages religieux), que de convaincre que l'appartenance religieuse ne doit pas être un discriminant au regard d'une citoyenneté partagée. Il faut défendre la liberté de croyance, donc les lieux de culte et les conditions d'exercice de celui-ci. Cela non pas par adhésion, sympathie, ou même simple tolérance à l'égard de telle ou telle religion, mais par respect de ses concitoyens et de l'exercice de la démocratie.

° La laïcité ce n'est pas seulement l'acceptation de la diversité des religions au sein de la Cité et l'apprentissage de la tolérance. C'est l'instauration d'une séparation entre le religieux et le politique – laquelle est à construire de manière permanente, à travers des conflits et des compromis inévitables -, qui implique d'écarter le sacré du politique. Condition pour une cohabitation acceptée et égalitaire entre citoyens, entre non croyants et croyants, et croyants de diverses confessions.

Au-delà du mot français laïcité, cette exigence est de portée universelle. Elle peut être défendue, non pas au nom d'une prétendue supériorité occidentale et en affichant une arrogance bien française, mais plus sérieusement en se référant aux valeurs universalistes des Lumières et de la Révolution française (Constitution de l'An I, 1848, Commune de Paris...), et aussi aux acquis d'une histoire dramatique marquée des excès des conflits inter-religieux et d'une longue bataille entre la République et l'Église catholique. De même, lorsqu'on dit « barbarie », il faut rappeler que l'Europe est le continent qui a vécu la pire des barbaries, qu'il ne s'agit donc pas de donner des leçons à des « sauvages », mais plutôt de parler d'expérience...

° Ces questions qu'on pouvait croire closes se réactivent parce que certaines crises contemporaines provoquent le développement insidieux d'idées mortifères, selon lesquelles il pourrait être préférable que chacun reste chez soi (les chrétiens en Occident, les musulmans en terre d'Islam, les Juifs en Israël...) à s'occuper de ses propres affaires (en se désintéressant des guerres des autres, et en refoulant les réfugiés...). Tous propos dénués de sens. Il nous faut au contraire expliquer que dans le monde contemporain il n'y a pas un ici et un là-bas, que tout est mêlé et que c'est ensemble qu'il faut affronter en toute lucidité les drames de notre monde en fonction des valeurs qu'on veut défendre et partager, celles d'une société, non pas segmentée et repliée sur elle-même, mais libre, solidaire et ouverte au monde.

7) Des questions indissociables pour une politique cohérente de la gauche sur les enjeux du Moyen Orient :

° Le soutien à la révolution syrienne en est une. Le régime de Damas manœuvre pour que la guerre contre Daech lui permette de se faire accepter par les Occidentaux comme un allié indispensable, ce qui lui permettrait d'achever son sale travail en Syrie, et de se rétablir au plan international comme gouvernement fréquentable. Ce point est décisif dans la mesure où l'on voit qu'avec l'extension de la guerre la question est en balance, une position dans un sens ou dans un autre au sein de la gauche peut avoir des conséquences non négligeables.

° La solidarité avec les forces démocratiques kurdes et syriennes. La lutte contre Daech est indispensable, stopper son projet et les exactions qui l'accompagnent nécessite des moyens militaires. Mais cette guerre ne se gagnera pas par des frappes aériennes. Ce sont donc les forces kurdes et les forces démocratiques syriennes qui sur le terrain en sont les réels acteurs. C'est à elles que doivent être fournies les armes permettant de mener cette guerre.

° Défendre une solution politique globale. Au-delà de la confrontation militaire, en finir avec Daech et la guerre suppose une solution politique globale. C'est à celle-ci que devrait travailler l'ONU. La difficulté à définir une telle solution politique résulte de l'indispensable combinaison de plusieurs facteurs.

Défaire Daech nécessite de rompre ses liens avec les populations sunnites d'Irak et de Syrie, ce qui implique :

de briser la spirale des affrontements confessionnels. Cela par l'établissement d'un pouvoir respectueux des diverses populations et confessions, donc une autre constitution en Irak, et l'éviction du régime de Bachat al-Assad en Syrie.

la reconnaissance des droits, y compris celui à l'autodétermination, des population kurdes (le respect de ce droit ne se traduit pas mécaniquement par la création d'un État kurde unifié, ce qui renvoie à d'autres enjeux).

° La question palestinienne doit être incluse dans une telle perspective d'ensemble. D'éventuelles préconisations de l'ONU n'auront d'autorité que si elles s'appliquent partout et à tous. Donc d'abord à l'encontre d'Israël pour lui imposer le respect des droits du peuple palestinien.

° Défendre la nécessité de perspectives, économiques, politiques et culturelles, communes aux pays de l'Union européenne et à ceux du bassin méditerranéen (dont prioritairement ceux du Maghreb et la Turquie). Le projet de communauté euro-méditerranéenne est resté à l'état de slogan creux, il devrait devenir une ambition partagée et concrétisée par des objectifs précis, dont celui de répondre de manière efficace et digne à la question des réfugiés et des migrants.

° D'urgentes tâches politiques internes à l'Europe et la France :

la mobilisation contre l'antisémitisme, le racisme anti-arabe et anti-musulman : les manifestations de ce qu'on désigne comme « la montée de l'islamophobie » ainsi que la répétition d'actes criminels antisémites témoignent de la gravité de la situation.

la mobilisation pour construire une solidarité avec les réfugiés venus d'Afrique et du Moyen-Orient et créer les conditions d'un accueil digne et effectif.

La mobilisation contre les politiques d'exclusion sociale, d'austérité et de régression démocratique telles qu'elles sont systématisées dans les différents pays de l'Union européenne.

Soulignons pour conclure cette note qu'il est de la responsabilité des forces révolutionnaires et démocratiques d'assumer l'ensemble de ces questions, dans leur portée et cohérence, de les défendre par leur engagement et leur action, afin de les faire partager majoritairement par les peuples français et européens. Il nous faut être convaincus et convaincre que les récents événements ne sont pas un accident conjoncturel. Ils renvoient à une situation internationale durable, dont on peut craindre qu'elle ne va faire que s'aggraver. C'est à elle qu'il faut s'intéresser pour comprendre et peser sur les bouleversements politiques en cours et à venir, ailleurs et ici...

## **Amendements au texte fonctionnement**

### ***Ensemble ! 89***

#### **Entre les lignes 78 et 79**

A leur niveau, les collectifs sont encouragés à participer ou à être à l'initiative d'actions concrètes en vue d'alternatives solidaires dans les domaines, sociaux, économiques et culturels et favoriser ainsi débats et larges échanges.

#### **Remplacer les lignes 97 à 99 par :**

L'engagement dans notre mouvement se fait par une participation active à sa construction (élaboration et action). Elle doit tendre à se traduire par une adhésion formelle et une cotisation en fonction des moyens. Les courants, organisations et groupes qui le souhaitent s'acquittent d'une participation financière collective.

## **Contribution**

### **Ensemble ! Aude**

#### **Texte politique**

**Ligne 104** rajouter Macron

**Ligne 189** : mentionner de nouvelles mesures discriminatoires à l'installation des Jeunes Agriculteurs

**Lignes 174 à 205** : mentionner que cette politique est en cohérence et prépare les accords multilatéraux internationaux : TCE, Canada, Afrique

Le Féminisme et l'Immigration sont oubliés dans l'ensemble du texte

Synthèse de Claude Kowal suite à notre AG :

1. Depuis les années Reagan et Thatcher la bourgeoisie est à l'initiative et à l'assaut dans le jeu social international. C'est ce que l'on a appelé "le social libéralisme".

Elle cherche à reprendre les concessions qu'elle avait dû céder dans l'après-guerre sur les niveaux de revenu des travailleurs. Elle veut améliorer la rentabilité du capital investi par toutes sortes de moyens (salaires, technologiques, culturel, etc.) et en divers lieux.

En France cet assaut s'est exprimé par diverses formes et actes plus ou moins amoindris sous les diverses présidences et par les résistances des luttes. Depuis Chirac et surtout Sarkozy c'est le social libéralisme qui s'impose tant en France que dans le reste de l'UE. Hollande élu pour changer d'orientation l'a maintenue avec force. Le dernier acte est la loi Macron.

2. Les exemples de Syriza qui a gagné les élections et de Podemos crédité d'un très haut score dans les sondages change la donne et amènent des rapprochements et un élargissement du FDG (Front de Gauche) avec notamment les écologistes et Nouvelles Donnes. On peut s'attendre à de nouveaux rapprochements dans tous les pays de l'UE.

Ces faits changent la donne et rendent crédible la stratégie d'union.

3. Hollande surf sur les divisions des divers courants alternatifs pour faire appliquer les diverses mesures d'austérité que souhaitent les bourgeoisies européennes. Elles visent à créer des états de fait sans possibilités de retours pour finir par le TAFTA.

4. C'est la stratégie d'union qui seule peut permettre le succès à l'image de ce qui s'est passé en Grèce et qui pourrait se passer aussi en Espagne ou ailleurs. Elle peut prendre des formes variées selon les pays mais l'essentiel est qu'elle permet de passer de la résistance à l'offensive. Aucune des difficultés rencontrées (elles existent) ne justifient une remise en cause de cette stratégie offensive.

#### *Texte Fonctionnement*

**Lignes 8 à 22** : il manque une analyse critique sur le FDG : vu d'ici il peine même à exister en tant que cartel électoral... (en voie de dépassement avec les alliances ND et EELV) – et quel va être son devenir à terme avec les Chantiers d'Espoir ?... beaucoup d'énergie pour le faire exister !

**Lignes 23 à 45** : dans la pratique locale la Fase et la GA sont fondues dans E ! local, les « non-encartés » représentant environ la moitié des adhérents-cotisants.....

**Lignes 130 à 155** : interrogations sur la composition du groupe qui prépare l'EAN : qui est-il ? Comment a-t-il été choisi ? Par qui ? Sur quelles bases ou critères ? À la limite quelle est sa légitimité ? Quels moyens pour qu'il ne deviennent pas une instance décisionnelle lors de décisions d'urgence ? Nécessité que les Collectifs participent .... Réunions par Skype pour résoudre les problèmes d'éloignement : pour l'Aude aller à Paris = 1 nuit de train + 6 à 8 heures pour le retour.

**Ligne 196** : les tracts ne sont pas adaptés à une diffusion grand public .... il manque des tracts pour diffuser sur les marchés : courts, visuel graphique attirant, percutant, humoristique... tels quels ils sont destinés à des « intellos-militants »

### **Des questions embarrassantes et un débat salutaire.**

*Grégory Bekhtari*

L'imminence de l'Assemblée d'Ensemble! a donné lieu à, au moins, deux contributions contradictoires de grande qualité (« Construisons l'hégémonie » et « Construire l'hégémonie : oui, mais comment ? »).

Nous devons nous en féliciter collectivement, notamment parce qu'elles sont largement le fruit de franges du Secteur Jeune et qu'il y a là quelque chose de revigorant. Que le débat soit tiré vers le haut par les plus jeunes ne doit pourtant pas nous faire oublier que les questions soulevées ne concernent pas ce seul secteur puisque les signataires ne sont pas seulement issues de cet espace militant mais aussi parce que les enjeux politiques débattus portent directement sur l'orientation politique et le fonctionnement de l'organisation.

La qualité de ces contributions se marque en effet par le fait qu'elles posent des questions embarrassantes et profitent du débat interne pour pointer des divergences et des contradictions au sein d'Ensemble ! : si ces divergences peuvent être connues et existantes, si elles peuvent cohabiter sur le site de notre organisation par exemple (via les nombreux blogs), elles servent ici clairement à élaborer une ligne politique.

Cette dynamique d'élaboration est une preuve de santé de notre organisation à la veille de sa première véritable Assemblée. C'est pourquoi, nous ne devons pas balayer ces remarques d'un revers de la main, les relayer au statut de « postures », ou encore de « contributions diverses ». C'est en cela que les questions telles que discutées par ces deux contributions pourraient, et probablement devraient, servir de points d'appuis (substantiels) aux discussions en commission que nous offrira l'Assemblée à venir.

S'il fallait commencer quelque part, nous pouvons d'ores et déjà nous concentrer sur les points de convergences. Nous pouvons les situer sur deux axes. Le premier, et peut-être le principal, réside dans le fait que ces deux contributions s'accordent sur une chose : une *alternative* au projet d'orientation (« Un nouvel espoir ») mérite d'être discutée. Si « Construisons l'hégémonie » se propose de « définir une ligne politique alternative, [...] se penser comme un pôle anticapitaliste ouvert et unitaire au sein du Front de Gauche », les camarades signataires de « Construire l'hégémonie : oui, mais comment ? » restent déçus « qu'ils ne proposent pourtant pas d'alternatives ». La question de l'alternative reste donc centrale et nous y reviendrons.

Un autre point d'accord me paraît important à souligner : si « Construire l'hégémonie : oui, mais comment ? » revient sur de nombreux aspects de « Construisons l'hégémonie », il y a bien un volet qui n'est

pas remis en cause : « Ensemble! n'a pas pour l'heure de politique en direction de la jeunesse ». En effet, malgré une conférence des jeunes et un texte produit à cette occasion, Ensemble ne se donne pas de moyens à la hauteur de l'enjeu porté par ce secteur d'intervention. De la part de camarades essentiellement issu•es du SJ, il faut prendre cette interpellation au sérieux, et il se trouve que les camarades Jules et Aliaume (tous deux également membres du SJ) n'y trouvent apparemment rien à redire.

Parmi les perspectives ouvertes par cette Assemblée, il nous faudra avoir à cœur d'investir les secteurs d'intervention qui mobilisent la jeunesse : luttes contre l'arbitraire policier et carcéral, luttes contre les Grands projets inutiles, campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), luttes contre les oppressions sexuelles et de genre et, comme le propose « Construisons l'hégémonie », avancer vers la tenue d'Assises du syndicalisme étudiant.

Ces espaces de mobilisations peuvent paraître secondaires à certains (qui n'y verraient pas là, si l'on excepte le syndicalisme étudiant, des cadres *de masse*) mais nous ne pouvons faire l'économie du fait qu'il faut bien commencer quelque part et que ces diverses dynamiques offrent au moins l'avantage de participer à la formation et à forger l'expérience d'une masse critique de militant•es/cadres.

De ce point de vue, c'est à travers des lieux de politisation nouveaux, investis par la jeunesse, qu'il faut tourner notre regard. Beaucoup de camarades désespèrent de ne pas voir les forces à gauche de la gauche trouver plus d'écho dans la société. Dans un tout récent entretien aux *Inrockuptibles*, Clémentine Autain faisait le diagnostic suivant : « Les références et les mots [de nos forces politiques] sont trop souvent ceux du passé. Face à l'atomisation de la société, comment créer du lien entre l'intello précaire et un jeune de banlieue au chômage ? » Mais sommes-nous vraiment face à un problème de rhétorique militante ? Faut-il « moderniser » nos modes d'intervention ? On peut voir la question autrement : ce manque d'écho et le côté « décalé » de nos « références » sont le fruit d'un manque de cadres *formé•es* et *versé•es* dans les débats du mouvement ouvrier, du marxisme, des débats culturels et de la production intellectuelle à leur point le plus haut, capables de les *relayer* sous une forme moins savante, pédagogique mais informée, auprès du plus grand nombre. Certes, une telle perspective concerne en grande partie la jeunesse scolarisée, les « intellos précaires » dont parle notre camarade. Mais il ne faut pas oublier que la jeunesse est de façon *écrasante* scolarisée *en masse*, et que le « jeune de banlieue » est aussi de plus en plus présent sur les bancs de l'université. Les générations nouvelles portent en germes des intellectuel•le•s organiques d'un type nouveau, élevé•e•s par internet, ayant accès en quelques clics aux débats les plus variés. Ces nouvelles générations se retrouvent par exemple aux rencontres de librairie pour écouter des penseurs critiques (Dardot, Laval, Lordon, Badiou, Friot), aux séminaires autogérés dans les facs, aux colloques féministes et critiques au sens large. C'est cette situation de la jeunesse scolarisée qui donne à la *formation tournée vers la jeunesse* une dimension politique absolument cruciale – en particulier, comme beaucoup de camarades le soulignent, dans une période de « reflux » et d'atonie sociale relative.

Pour en revenir plus précisément à notre culture d'organisation, on ne peut qu'abonder dans le sens de Jules et Aliaume quand ils refusent la « chasse aux sorcières » dans les débats collectifs. Il faut évidemment faire preuve de bienveillance tout en restant vigilant à ce que ce principe ne nous contraigne pas à mettre sous le tapis des débats aussi importants que controversés.

En l'occurrence, « Construisons l'hégémonie » mérite d'être entendu autrement que comme une mise en accusation. Rappelons-nous qu'il s'agit là d'un débat *en interne*, à la veille d'une Assemblée qui appelle dès lors aux bilans ainsi qu'à la mise en circulation d'idées et d'analyses.

Un des aspects les plus largement discutés par la réponse qu'a constitué « Construire l'hégémonie : oui, mais comment ? » réside dans ce qu'on appelle communément la « question du pouvoir ». C'est en effet une question clef du mouvement ouvrier contemporain autant à l'échelle nationale qu'européenne. Mais les contributeurs de « Construire l'hégémonie : oui, mais comment ? » la traite selon un biais sur lequel il me paraît nécessaire de revenir. Il faut déjà préciser que, contrairement à ce qu'en disent les camarades Jules et Aliaume, « Construisons l'hégémonie » ne refuse pas en bloc de poser la question du pouvoir. C'est même le contraire qui est vrai. Le problème est de savoir dans quels termes poser cette question. Il y aurait par exemple matière à discuter sur l'appréciation des situations grecque et espagnole portée par « Construire l'hégémonie : oui, mais comment ? » – c'est un débat intéressant, qui dépasse les limites de cette contribution. On peut néanmoins insister sur le fait que Syriza comme Podemos ont marqué des sauts qualitatifs (en terme de construction, de résultats électoraux, de popularité) à l'issue de mouvements massifs, sur la durée et porteurs de revendications : Syriza et Podemos ont eu pour rôle d'hégémoniser ces revendications. C'est en cela que l'analyse proposée par « Construisons l'hégémonie » s'avère pertinente en regard d'« Un nouvel espoir » :

À cet égard, on ne peut se contenter de donner un récit sur ce que ferait un « vrai gouvernement de

gauche », même si une telle démarche est évocatrice pour d'éventuels partenaires. Il faut que ce programme soit aussi, au moins en partie, à même d'être porté par des luttes et des résistances, au travers desquelles les décantations sociales et politiques feront émerger une nouvelle majorité *au sein du mouvement*. Ce sont précisément ces conditions qui ont fait de Syriza et Podemos des forces politiques d'ampleur nationale, à même de condenser et donner une vocation majoritaire aux revendications portées par la rue (et les places).

C'est ainsi que nous pouvons revenir à la question de l'*alternative*.

À la veille de nos discussions en Assemblée, deux dimensions peuvent être dégagées de ce débat :

1. Il est nécessaire d'élaborer autour du rapport dialectique entre perspectives gouvernementales et luttes sociales. Cette discussion implique d'une part de reconnaître combien les forces politiques contribuent aux mouvements sociaux – mais ce rôle ne doit pas être surestimé. Il doit consister, comme le soulignent les deux textes, en des propositions programmatiques, donner un horizon victorieux pour les luttes ou en tout cas offrir la perspective d'un pouvoir à venir qui se mettrait *au service des luttes* et de la population. Dans le même temps, il est primordial de ne pas se substituer aux mouvements et de faire en sorte que l'auto-émancipation prime.
2. S'il ne s'agit pas de chercher la figure d'un « nouveau sujet révolutionnaire » et qu'il est bien injuste de faire le procès d'une supposée « idéalisation des jeunes des quartiers dans des envolées lyriques postmodernistes » (sic. « « Construire l'hégémonie : oui, mais comment ? »), il ne faut pas non plus minimiser des combats qui s'imposent. Derrière la lutte contre le racisme structurel (et ses corollaires : l'arbitraire policier, judiciaire et carcéral, les discriminations systémiques et le dénigrement culturel), il se joue pour nos rangs un enjeu stratégique majeur : la construction d'un bloc hégémonique (celui des exploité•es et des opprimé•es) qui vise directement l'État et ses appareils.